

Demande d'une nouvelle théorie de la contre-insurrection

LTC SIDNEY ELLINGTON (ER), MARINE DES ÉTATS-UNIS*

La fin de la guerre mais pas de l'incertitude

Le 19 décembre 2011, le dernier convoi de véhicules transportant des troupes et du matériel américains quitta l'Irak pour le Koweït, mettant fin à presque neuf ans de guerre. Comme promis par le président Obama à l'automne, tous les soldats américains allaient être chez eux pour Noël¹. Contrairement à ce qui s'était passé lors du retour des troupes de la région vingt ans plus tôt après la première guerre du Golfe, les anciens combattants n'allaient pas être accueillis à leurs retour aux États-Unis sous des pluies de serpentins ni par des fanfares². En fait, les derniers soldats à partir n'eurent même pas « le temps de dire au revoir aux Irakiens avec lesquels ils avaient fait connaissance » car les détails relatifs au convoi les emportant restèrent secrets afin de minimiser les risques d'une attaque par des insurgés irakiens ou « des officiers de la sécurité irakienne alignés sur les milices³ ».

Les troupes sont de retour d'Irak mais les États-Unis restent engagés en Afghanistan. Cette guerre se terminera toutefois bientôt elle aussi. Aux termes d'un accord de partenariat stratégique signé par les présidents Obama et Hamid Karzai, il est prévu que les forces américaines continueront de se retirer « à une allure régulière » jusqu'à ce que les États-Unis transmettent toutes les responsabilités de sécurité aux dirigeants afghans en 2014⁴. Ce retrait est plus rapide que ne le souhaiteraient certains, y compris le général en retraite de l'armée de Terre et ancien directeur de la *Central Intelligence Agency* (CIA) David Petraeus⁵. Le président a toutefois déclaré que l'objectif des États-Unis en Afghanistan, qui est de faire en sorte qu'« aucun refuge [ne puisse être établi] à partir duquel Al-Qaïda ou les organisations qui lui sont affiliées pourrait lancer des attaques contre le territoire [des États-Unis] ou de [leurs] alliés⁶ ». Il a également déclaré que, compte tenu du coût énorme, humain aussi bien que financier, des guerres pendant une période de « montée de la dette et de difficultés économiques... il est temps de se focaliser sur l'édification de la nation ici, chez nous⁷ ».

* L'auteur, ancien officier de marine, guerre spéciale, est actuellement doctorant à l'Université de l'Oklahoma. Ses intérêts de recherches portent principalement sur la guerre révolutionnaire et la guérilla, la théorie de la contre-insurrection et de la politique militaire. Il est titulaire d'une maîtrise de la *Naval Post-graduate School* en études de sécurité nationale et d'une autre maîtrise, en relations internationales, obtenue à l'Université de l'Oklahoma.

Bien qu'il soit impossible de prédire ce que l'avenir réservera à l'Irak et à l'Afghanistan après le départ des forces américaines, certaines indications laissent à penser que les deux pays connaîtront des difficultés de sécurité intérieure une fois qu'ils voleront de leurs propres ailes. En Irak, le départ définitif des forces américaines se juxtaposa à une crise politique à Bagdad, lorsqu'« un groupe important de parlementaires, sunnites pour la plupart » boycotta le parlement irakien à la suite d'une vague d'arrestations ordonnées par le gouvernement, dominé par les Chiïtes, qui avait systématiquement fait « rafler des centaines d'anciens membres du parti Baas, de collaborateurs de parlementaires sunnites et de vigiles⁸ ». Le lendemain du retrait des dernières forces combattantes américaines, le gouvernement irakien à dominante chiïte du premier ministre Nouri al-Maliki, après « s'être préparé à lancer des poursuites contre [le vice-président irakien Tariq al-Hashimi]... pour terrorisme », ordonna l'arrestation du parlementaire sunnite chef du parti *Iraqiya*⁹. Cette action laissa penser que « les dirigeants irakiens pourraient désormais se servir des institutions pour la tentative de renforcement desquelles l'Amérique a dépensé des millions de dollars, c'est-à-dire la police, les tribunaux, les médias, comme d'une massue pour frapper leurs adversaires politiques et consolider leur pouvoir¹⁰ ». Ensuite, moins d'une semaine après le départ des dernières unités combattantes américaines, une série d'explosions secoua Bagdad, signalant une « aggravation de la crise politique et sectaire » et faisant connaître à la capitale irakienne sa « journée la plus meurtrière depuis plus d'un an¹¹ ».

En outre, le gouvernement central irakien dominé par les Chiïtes, a ordonné au Réveil sunnite, une milice forte de 80.000 hommes environ, qui avait considérablement aidé les États-Unis à traquer les insurgés et les membres d'Al-Qaïda depuis le renforcement des effectifs en 2007, de se disperser et de rendre ses armes. En l'absence du tampon entre le Réveil et le gouvernement central irakien, les tensions montent. Une dispersion et un désarmement volontaires, indique-t-on dans la région, ont peu de chances de se produire dans un proche avenir, ce qui conduit à une incertitude croissante quant à ce que l'avenir réserve à l'Irak¹². De plus, le terroriste notoire Ibrahim Awwad Ibrahim Ali al-Badri s'est juré de « commettre 100 attentats en Irak » afin de venger la mort de l'ancien chef d'Al-Qaïda Oussama ben Laden, ce qui conduisit certains hauts responsables américains à exprimer des inquiétudes quant à une possible renaissance d'Al-Qaïda en Irak après le retrait américain¹³.

Par ailleurs, le retrait des troupes américaines d'Afghanistan inspire lui aussi des inquiétudes. En Afghanistan, un élément très important de la stratégie américaine de contre-insurrection, s'ajoutant à un renforcement des effectifs, a été l'hypothèse selon laquelle une aide financière abondante et une hausse des revenus chez les Afghans favoriseraient la sécurité, contribuant ainsi à la défaite des Taliban. Cependant, la Banque mondiale publia toutefois un rapport déprimant indiquant qu'un retrait des troupes américaines et de celles de l'OTAN en 2014 plon-

gerait très probablement le pays dans une récession économique qui, à son tour, aggraverait la situation de sécurité et pourrait conduire à un effondrement total du pays dans la mesure où celui-ci reçoit actuellement la plus grande partie de son revenu « des dépenses militaires et civiles américaines¹⁴ ».

Ainsi, l'avenir de l'Irak et de l'Afghanistan est donc loin d'être certain. Alors que la guerre se termine en Irak et qu'elle continue de se dérouler en Afghanistan en suivant un calendrier prévoyant sa fin en 2014, il est important de réfléchir sur l'engagement militaire américain en Irak qui, comme on l'a écrit, peut être considéré comme une évolution continue « de l'espoir aux atrocités, de l'invasion en fanfare au départ discret¹⁵ ». Le présent article se propose de focaliser cette réflexion sur la doctrine militaire qui fut totalement transformée en réaction à ce qui était essentiellement une insurrection opiniâtre. Une insurrection violente suivit un discours de victoire par le président de l'époque, George W. Bush, quelques semaines seulement après le début des hostilités en Irak. Dans ce discours, le président Bush déclara, sous une banderole « Mission accomplie », que « les opérations majeures de combat en Irak ont pris fin¹⁶ ». L'ironie est que, tragiquement, la guerre en Irak allait s'éterniser pendant plus de huit autres années.

Un changement de doctrine

Avec le recul, on pourrait être tenté de conclure que le président Bush était, au moment où il prononça son discours de victoire, complètement coupé des réalités sur le terrain. Il est toutefois capital de faire remarquer que, lorsqu'on examine la guerre en Irak jusqu'à ce moment particulier dans l'optique de la guerre conventionnelle et de la doctrine de l'armée de Terre, la mission avait effectivement été accomplie. La raison en est que l'objectif, tel que le président Bush l'avait brièvement décrit au peuple américain dans une allocution télévisée juste 42 jours plus tôt, était de « désarmer l'Irak, de libérer son peuple et de protéger le monde d'un grave danger¹⁷ ». Le président assura en outre, dans la même allocution, au peuple américain que les États-Unis n'avaient « aucune ambition en Irak, en dehors de l'élimination d'une menace et de la restitution du contrôle de ce pays à son peuple » et que les forces américaines « rentreraient chez elles dès que leur travail [serait] terminé¹⁸ ». Lorsque ces paroles sont placées dans le contexte de la guerre du Golfe de 1991, nombreux étaient ceux qui s'attendaient à ce que l'opération *Iraqi Freedom* de 2003 se déroule d'une façon comparable.

La ruée depuis le Koweït jusqu'à Bagdad dans les premiers jours de l'opération *Iraqi Freedom* s'était déroulée à une vitesse « stupéfiante » grâce à l'exécution de manœuvres de blindés lourds à une vitesse sans précédent agissant comme « multiplicateur de force » avec « compétence, précision...[et] un minimum de pertes¹⁹ ». Lorsque Bagdad tomba et que le gouvernement irakien prit la fuite, « la mission des forces armées, définie comme la liquidation du régime [de Saddam Hussein] avait effectivement été accomplie²⁰ ». Pourtant, alors même que l'Amé-

rique célébrait une « mission accomplie », des signes indiquant qu'une insurrection commençait à couvrir apparaissaient²¹. Cette insurrection, qui allait prendre rapidement de la vitesse, allait être quelque chose que les chefs de l'armée américaine, imprégnés des doctrines de la guerre conventionnelle, allaient se monter lents à reconnaître. Le niveau de violence s'éleva au cours de l'été 2003 et, quand arriva l'automne, nombreux furent ceux qui la comparèrent à la dernière insurrection qu'avaient combattue les États-Unis, celle du Viêt-Nam²².

La situation en Irak n'était pourtant pas simplement un autre Viêt-Nam où les États-Unis s'opposaient à une guérilla déterminée et unifiée, soutenue par l'armée nord-vietnamienne. Les forces terrestres américaines en Irak faisaient face à une combinaison d'attaques menées par des insurgés, de violence confessionnelle et d'attentats terroristes perpétrés par le groupe dirigé par Abou Moussab al Zarkaoui, *Al-Qaïda en Irak*. Pendant que la violence s'aggravait en Irak en 2004-2006, un groupe d'officiers affectés à la *Doctrine Division of the Combined Arms Center* de Fort Leavenworth, au Kansas, commencèrent à remanier une doctrine de contre-insurrection largement dépassée. Dirigé par le général de corps d'armée David Petraeus, qui avait été déployé deux fois en Irak, le groupe incorpora à ses travaux des suggestions présentées par des praticiens militaires présents et passés de la contre-insurrection mais également par des journalistes, des défenseurs des droits de l'homme et des universitaires²³. Chose étonnante, la nouvelle doctrine fut rédigée en treize mois seulement et fut distribuée sur le terrain à la fin de 2006, juste au moment où le président Bush ordonnait un renforcement des effectifs se montant à 20.000 hommes devant être déployés sur le théâtre d'opérations irakien et chargeait le général Petraeus de diriger les opérations. Si on devait évaluer la réussite ou l'échec de la nouvelle doctrine en Irak en se basant sur les niveaux de violence, on peut affirmer sans trop s'avancer que l'impact de cette doctrine fut considérable. Avant le renforcement des effectifs et la mise en application de la nouvelle doctrine de contre-insurrection, les niveaux de violence en Irak étaient stupéfiants par rapport à ceux enregistrés 12 mois après la prise du commandement par Petraeus. Même si les factions religieuses et politiques de l'Irak restaient « farouchement divisées », le niveau de violence à la fin de 2008 fut le plus bas de toute la guerre²⁴.

Lorsque Petraeus quitta l'Irak, il avait transformé le champ de bataille d'un borbier sanglant en une zone beaucoup plus stable et sûre. Alors que certaines questions concernant la direction à long terme que prendra l'Irak restent sans réponse, le renforcement des effectifs en 2007 permit aux forces armées américaines de négocier des accords de cessez-le-feu avec des chefs de tribus et de transformer d'anciens insurgés, comme dans le cas des forces du Réveil, en partisans armés. À la suite de l'application par l'armée de Terre de la doctrine de contre-insurrection, à la fin de 2008, « les échoppes de brochettes et les cafés avaient rouvert dans toute la ville et de nombreux Irakiens moyens se sentaient suffisamment en sécurité pour s'aventurer hors de chez eux la nuit venue²⁵ ».

Alors que la nouvelle doctrine de contre-insurrection eut un impact considérable sur la situation de la sécurité en Irak, le manuel de campagne n° 3-24 (FM 3-24) de l'armée de Terre américaine, auquel on se réfère souvent aujourd'hui sous le nom de *doctrine Petraeus*, a eu un impact plus marqué et sans doute plus durable sur les forces armées américaines dans leur ensemble²⁶. Qualifiant cette doctrine de « radicale », l'introduction à l'édition publiée par *University of Chicago Press* du manuel proclame avec assurance que celui-ci « remet en question une grande partie de ce qui est sacro-saint à propos de la guerre à l'américaine » et qu'un « changement et un sacrifice significatifs sont nécessaires pour combattre les ennemis d'aujourd'hui honorablement » [c'est moi qui souligne]²⁷. Le FM 3-24 devint rapidement la pierre angulaire de ce à quoi on se réfère simplement aujourd'hui dans les milieux du département de la Défense à « la longue guerre », suggérant que la contre-insurrection, en tant que doctrine fondamentale des opérations militaires, est à présent bien établie²⁸. Si on devait effectivement regarder le nombre d'articles focalisés sur la contre-insurrection rédigés par des officiers pour des revues spécialisées telles que *Joint Forces Quarterly*, *Parameters* ou *Military Review*, ou la focalisation apparente sur la contre-insurrection du programme de formation appliqué par le Centre d'entraînement à la préparation interarmées (*Joint Readiness Training Center – JRTC*) de Fort Polk, il semblerait certainement que la doctrine épousée par le général Petraeus a supplanté toutes les autres. Selon ce Centre :

Les scénarios du JRTC permettent une intégration complète de l'armée de l'Air et des autres Armes ainsi que des acteurs civils du pays hôte. Les scénarios d'exercices reproduisent un grand nombre des situations et problèmes particuliers qu'une unité peut rencontrer pour inclure les responsables politiques et les citoyens du pays hôte, les insurgés et les terroristes, la couverture par les médias et les organisations non gouvernementales²⁹.

Pour être précis, toutes les unités de combat terrestre de l'armée de Terre doivent effectuer une rotation au JRTC avant leur déploiement. La focalisation de l'entraînement décrite brièvement ci-dessus est très différente de celle sur la *Air-Land Battle* (bataille aéroterrestre) qui prévalait voilà seulement une douzaine d'années, lorsque l'armée de Terre appliquait ce qu'on appelait couramment la *doctrine Powell*, du nom de l'ancien président de l'Instance collégiale des chefs d'état-major, le général Colin Powell, qui supervisa la guerre du Golfe en 1991.

Cette doctrine naquit de l'examen de conscience de l'armée de Terre qui suivit le résultat ayant laissé à désirer de la guerre du Viêt-Nam. En s'efforçant de comprendre comment les forces armées américaines avaient pu « gagner toutes les batailles mais perdu la guerre », l'armée de Terre se tourna vers son école de guerre (*U.S. Army War College*) et, en particulier, le colonel Harry G. Summers qui dirigea des efforts de recherche utilisant la théorie clausewitzienne et les principes classiques de la guerre pour effectuer un examen critique de l'échec américain au Viêt-Nam³⁰. Summers conclut que la trinité clausewitzienne du gouvernement,

du peuple et des forces armées avait été dysfonctionnelle pendant la guerre du Viêt-Nam. En bref, la guerre ne bénéficia pas du soutien total du peuple américain, le gouvernement civil n'établit pas d'objectifs stratégiques clairs et l'armée de Terre n'employa pas la bonne stratégie militaire pour garantir la victoire. Les travaux de Summers, publiés sous la forme d'un livre intitulé « *On Strategy: A Critical Analysis of the Vietnam War* (De la stratégie : une analyse critique de la guerre du Viêt-Nam), sert de base à une transformation de la doctrine de l'armée de Terre pendant les années séparant la Guerre du Viêt-Nam de celle du Golfe.

Sous sa forme la plus élémentaire, la doctrine Powell en fut tirée comme moyen de faire en sorte que l'Amérique ne répète pas les erreurs commises au Viêt-Nam. En particulier, il convient que les États-Unis évaluent certains critères avant d'entrer en guerre, à savoir qu'ils s'assurent : 1) que toutes les options de résolution du conflit autres que la guerre ont été épuisées, 2) que la résolution du conflit est dans l'intérêt national vital des États-Unis, 3) qu'un objectif politique clairement défini et militairement réalisable a été sélectionné, 4) que l'option d'une entrée en guerre a le soutien total du peuple américain et de ses représentants élus, 5) que les forces armées américaines emploieraient une force écrasante et 6) qu'une stratégie de sortie réfléchie et exécutable a été planifiée et décidée³¹.

La doctrine Powell fut mise en vedette pendant la guerre du Golfe en 1991 et sa révision la plus récente fut présentée en détail dans le manuel de campagne 3-0, *Operations*, de l'armée américaine publié en juin 2001. Contrairement au manuel FM 3-0, le manuel FM 3-24 éloigne l'armée de Terre d'une doctrine focalisée sur la guerre entre états et la rapproche d'une focalisation sur les guerres de faible intensité et les insurrections. Même si une juxtaposition et une analyse détaillée des manuels FM 3-0 et FM 3-24 sortent du cadre restreint du présent article, le Tableau 1 fut élaboré pour faire ressortir les principales différences entre les deux doctrines.

**Tableau 1. FM 3-0, Operations et FM 3-24/MCWP 3-33.5
Contre-insurrection : une comparaison**

	FM 3-0 Operations	FM 3-24 COIN
Date de publication la plus récente	Juin 2001	Décembre 2006
Théoricien de base	Carl von Clausewitz	David Galula
Concentration / centre de gravité	Force ennemie	Population : conquérir les cœurs et les esprits
Priorité	Opérations offensives	Etablissement d'un environnement sécurisé pour la population locale
Objectif	Domination totale de la force ennemie	Encourager la stabilité économique et politique

Tableau 1. FM 3-0, Operations et FM 3-24/MCWP 3-33.5 Contre-insurrection : une comparaison (continué)

Envergure	Eventail complet d'opérations interarmées	Equilibre entre combat et coordination interorganisations basé sur la situation locale
Tactique de base	Violence de l'action Vitesse de la manœuvre Blindés / bataille aéroterrestre	Emploi d'une combinaison de tâches de combat familières et de compétences plus souvent associées aux organismes civils
Stratégie	Projection de la force	Stratégie de la tache d'huile : établissement de la sécurité dans une zone puis sécurisation de la suivante
Menace principale	Armée ennemie	Insurgés et terroristes
Empreinte	Étendue	Pas plus étendue que nécessaire
Emploi de la force	Écrasant : Dommages collatéraux acceptable	Minimiser les pertes civiles- Limiter les dommages collatéraux
Risque	À minimiser autant que possible	Le risque à court terme est une nécessité opérationnelle
Résultat souhaité	Défaite de l'armée ennemie	Défaite de l'insurrection conduisant à la stabilité et à la sécurisation de la société
Citation contextuelle mémorable	« Nous allons d'abord lui couper la tête puis nous allons le tuer. » -Général Colin Powell, U.S. Army	« Pas de meilleur ami. Pas de pire ennemi. Pour commencer, pas de mal. » -Général James Mattis, US Marine Corps

Il est important d'observer que les deux doctrines sont gouvernées par leurs propres écrits théoriques. Carl von Clausewitz, l'officier de l'armée prussienne du dix-neuvième siècle dont l'ouvrage classique, *De la guerre*, a été lu et disséqué depuis la fin de la guerre du Viêt-Nam par d'innombrables officiers américains lorsqu'ils étaient étudiants dans les écoles de guerre, a probablement influencé le doctrine Powell ainsi que les forces militaires. Dans les années 1990, « les études sur Clausewitz [étaient] devenues une sorte d'activité maison pour les intellectuels militaires³² ». Effectivement, jusqu'à ces cinq dernières années environ, les idées de ce guerrier-philosophe particulier sous-tendirent l'essentiel de la réflexion militaire américaine moderne. Publié à l'origine en 1832, *De la guerre* a donné lieu à d'innombrables traductions et des quantités de livres et d'articles ont été consacrées à ce traité particulier. Des expressions extraites de son texte sont devenues courantes lorsque des officiers parlent de stratégie et de tactiques : *masse, manœuvre, friction, centres de gravité, économie des forces, défense stratégique*, et probablement la plus célèbre, *la guerre en tant qu'instrument de la politique*.

Alors que Clausewitz fournit une grande partie du cadre théorique de la doctrine Powell, les préceptes théoriques qui guidèrent l'élaboration de la doctrine Petraeus se trouvent dans les écrits de David Galula (1919-1967), un officier de l'armée française dont les expériences de première main dans les guerres insurrectionnelles vont de la révolution maoïste en Chine à la guerre coloniale en Algérie. Il suffit effectivement de lire la section des remerciements dans le manuel FM 3-24 pour s'apercevoir du grand respect des auteurs de la doctrine pour les travaux de Galula. John Nagl, l'un des principaux auteurs du manuel FM 3-24, écrit dans l'avant-propos de l'édition publiée par *University of Chicago Press* : « Parmi les nombreux ouvrages ayant influencé la rédaction du Manuel de campagne 3-24, aucun n'a peut-être été aussi important que *Contre-insurrection : théorie et pratique* de David Galula³³ ». Les officiers connaissaient bien Clausewitz mais beaucoup moins les travaux de Galula avant la publication du Manuel FM 3-24. Par exemple, lorsque j'étais étudiant à la *Naval Postgraduate School* en 1994-1995 dans le programme *Opérations spéciales et conflit de faible intensité*, les travaux de Galula ne figuraient pas sur la liste des ouvrages recommandés. On peut donc présumer sans trop s'avancer que l'ouvrage de Galula n'est peut-être pas encore aussi connu que celui de Clausewitz. En fait, si les États-Unis n'avaient pas été entraînés dans la lutte contre une insurrection en Irak, Galula pourrait ne pas encore figurer sur la liste des ouvrages recommandés aux officiers. Par exemple, je ne fus exposé à la guerre de *contre-insurrection* qu'en 2004, lorsqu'un colonel en retraite de l'armée de l'Air membre du corps enseignant de la *Joint Special Operations University* m'envoya par courrier électronique une version numérisée d'un vieil exemplaire usé du texte alors épuisé, accompagnée d'une note m'invitant à lire le livre toutes affaires cessantes. Dans la mesure où beaucoup, en dehors des milieux militaires, peuvent ne pas encore bien connaître la thèse de Galula, le présent article couvrirait brièvement les travaux de Galula et s'efforce de placer sa théorie dans le contexte de l'environnement de l'après-11 septembre et de l'après-Irak.

Galula et sa théorie de la contre-insurrection

Même vus superficiellement, les travaux de Galula semblent très différents de ceux de Clausewitz. Pour commencer, le *De la guerre* de Clausewitz dépasse 850 pages. En revanche, le livre de Galula n'en compte que 143. Pourtant, malgré sa brièveté, cet ouvrage a eu un impact prononcé sur les forces armées américaines au cours des cinq à sept dernières années.

Les seuls détails biographiques concernant Galula figurent dans une monographie publiée en 2010 par l'institut d'études stratégiques de l'école de guerre de l'armée américaine³⁴. Cette brève étude est pénétrante en ce qu'elle attire l'attention sur le fait que la théorie de la contre-insurrection de Galula naquit de sa décennie d'expérience en Chine pendant la guerre populaire de Mao Zedong. Pour Mao, la première phase fondamentale d'un mouvement révolutionnaire consiste à

« éveiller et organiser le peuple » parce que « la guérilla a fondamentalement ses sources dans les masses qui la soutiennent... [et] elle ne peut exister ni se développer si elle s'aliène leur sympathie et leur coopération³⁵ ». Stationné en Chine, Galula a observé de près la guerre et, apparemment, est devenu tellement « absorbé » dans le conflit qu'à un moment donné, il fut capturé par les guérilleros communistes de Mao et passa une semaine en captivité³⁶. Galula fut très impressionné par l'endoctrinement et l'amitié qu'ils louèrent avec des populations locales³⁷. Il est donc logique, comme l'a conclu la biographe de Galula Ann Marlowe, que sa théorie de la contre-insurrection ait été élaborée comme une réplique à la théorie de la guérilla révolutionnaire de Mao³⁸.

Une lecture de *Contre-insurrection* met en évidence le respect de Galula pour les enseignements de Mao ; en fait, Galula commence l'introduction de son livre par une citation de Mao. Il souligne vouloir « définir les lois de la guerre contre-révolutionnaire, d'en déduire les principes et d'exposer les grandes lignes de la stratégie et des tactiques correspondantes³⁹ ». En d'autres termes, Galula s'efforçait de surmonter le « vide d'études » dans le domaine des « mesures concrètes » offertes à ceux qui sont engagés dans des opérations « contre-révolutionnaires⁴⁰ ». En bref, Galula rédigeait un guide doctrinal s'appliquant à un type précis de conflit « prolongé » et « interne » connu sous le nom de « guerre coloniale⁴¹ ». Galula fait remarquer que le « problème » de la guerre coloniale est concentré dans les régions « sous-développées » du monde, déclarant que ce type particulier de guerre « ne pose pas de problème grave dans les régions développées du monde⁴² ». À l'époque où Galula écrivait sur son pays, la France, qui s'efforçait de garder le contrôle de ses colonies. Galula se référait donc expressément à un soulèvement autochtone contre la puissance coloniale, qui n'existe plus dans le monde d'aujourd'hui. Il s'agit d'un point important sur lequel le présent article reviendra plus loin.

Pour Galula, une guerre révolutionnaire est une lutte politique dont l'objectif premier est la population⁴³. Il avertit que ceux qui contrôlent la population physiquement et s'assurent de son soutien actif, gagneront la guerre parce que l'« exercice du pouvoir politique dépend de l'accord tacite ou explicite de la population⁴⁴ ». Le succès de la contre-insurrection dans cette entreprise, prévient Galula, est très coûteux. Il avance même l'hypothèse selon laquelle le rapport des dépenses entre la contre-insurrection et l'insurrection « pourrait être de dix ou vingt à un, voire plus⁴⁵ ».

L'esquisse d'une doctrine de l'insurrection que Galula utilise dans son ouvrage reflète elle aussi l'influence de Mao. Mao, qui avait analysé la guérilla révolutionnaire dans son livre *De la guerre prolongée*, écrit en 1938, posait comme principe que la guerre longue comportait trois phases. La première de celles-ci était la défense stratégique, où les insurgés se focaliseraient sur l'accroissement de leur influence politique au sein de la population. La deuxième phase d'après Mao était l'impasse stratégique, où les forces de la guérilla se renforceraient, consolideraient leur contrôle des zones d'opérations de leur base territoriale et élèveraient le

nombre et l'intensité des attaques de guérilla contre les positions défensives stratégiques dans les principales villes et le long des principales voies de communication. La troisième phase de la guerre longue d'après Mao est ce qu'il appelle l'offensive stratégique, où les insurgés engagent des forces régulières conventionnelles dans l'offensive finale contre le gouvernement⁴⁶.

Il est facile de remarquer l'influence de Mao sur la réflexion de Galula lorsque celui-ci expose les grandes lignes de ce qu'il appelle le « modèle orthodoxe » de la révolution communiste⁴⁷. La principale préoccupation de Galula était de présenter brièvement une théorie de la contre-insurrection qui serait efficace dans une guerre insurrectionnelle contre des révolutionnaires communistes. Le résultat est que la réinterprétation par Galula des trois phases de la guerre révolutionnaire d'après Mao est élargie à cinq phases à des fins de clarté. Ces phases sont : 1) la création d'un parti, qui est l'« instrument de base dans la totalité du processus révolutionnaire » ; 2) le recrutement d'autres groupes anti-gouvernementaux comme alliés pour présenter un « front uni » du peuple contre le gouvernement, ce qui aide ensuite à s'assurer le soutien du peuple ; 3) le déclenchement d'une campagne de guérilla prolongée contre le gouvernement capitaliste et impérialiste, ainsi que l'établissement de bases d'opérations dans le pays pour permettre le maintien de liens avec la population ; 4) la création d'une « armée régulière insurgée » pour permettre une « guerre de mouvement » conventionnelle contre les forces gouvernementales, ce qui conduit à la possibilité d'exploiter la capacité de l'armée régulière insurgée de se déplacer rapidement, sa supériorité en matière de renseignement et sa « logistique, simple mais efficace, dans tout le pays, qu'elle doit à la population organisée » ; 5) le lancement d'une campagne d'anéantissement des forces gouvernementales et des structures politiques une fois que les forces insurgées ont acquis une puissance suffisante⁴⁸.

Alors que Galula semble mettre l'accent sur le modèle prolongé de guérilla, il cite un modèle différent utilisé par le FLN en Algérie, le modèle « bourgeois-nationaliste ». Dans ce modèle beaucoup plus brutal, mieux adapté aux opérations en milieu urbain, Galula ne voit que deux phases qui sont : 1) le recours à des vagues concentrées, coordonnées et synchronisées d'attentats à la bombe perpétrés apparemment au hasard et pourtant spectaculaires comme moyen pour le mouvement insurgé de faire parler de lui et de sa cause et 2) le recours au « terrorisme sélectif » ou aux assassinats visant « certains des fonctionnaires subalternes qui sont les plus proches du terrain⁴⁹ ».

Pour contrer ces deux modèles d'insurrection, Galula propose quatre lois de la contre-insurrection qui reflètent l'accent mis sur la population comme centre de gravité dans une guerre insurrectionnelle révolutionnaire. Sa première loi affirme que le soutien de la population est aussi indispensable pour la contre-insurrection que pour l'insurrection. Il voit la population comme étant divisée en 3 groupes : une minorité active qui soutient la cause des insurgés, une minorité active qui soutient le gouvernement et une majorité inactive et neutre. En bref, Galula sou-

tient que les forces de contre-insurrection doivent concentrer leurs efforts sur l'acquisition du soutien de la majorité neutre, « la technique du pouvoir consiste à s'appuyer sur la minorité qui lui est favorable pour *rallier la majorité neutre* et neutraliser ou éliminer la minorité hostile⁵⁰ » [c'est moi qui souligne]. La deuxième loi de la contre-insurrection affirme que l'on gagne le soutien pour le gouvernement grâce à la minorité active qui soutient ce gouvernement qui mène à la troisième loi, le soutien apporté par la population à l'insurrection ou à la contre-insurrection est conditionnel⁵¹. Autrement dit, cette troisième loi pose en principe que la partie de la population locale que Galula classifie comme la majorité neutre soutiendra la force qui apparaît la plus puissante. Il soutient que le contre-insurgé doit communiquer à travers ses actions qu'il a la volonté, les moyens et la capacité de vaincre⁵². Afin de communiquer clairement l'engagement et la détermination de vaincre, Galula offre sa quatrième loi de la contre-insurrection, qui suggère que cette dernière doit faire preuve d'une « intensité d'effort », d'une « immensité de moyens » et d'une volonté de mener le conflit à bonne fin, quelle que soit sa « longue durée⁵³ ».

Par ces moyens, la contre-insurrection permettra de soulager la population locale de la menace représentée par les insurgés et la convaincre de la victoire inéluctable de la contre-insurrection. Selon Galula, la contre-insurrection doit démontrer sa présence par des efforts concentrés, des ressources massives et un personnel pléthorique « le plus tôt possible⁵⁴ ». Pour Galula, personnel pléthorique veut dire un « rapport de force de dix ou vingt contre un entre contre-insurgés et insurgés, n'est pas rare lorsque l'insurrection se transforme en guérilla⁵⁵ ». Ces affirmations conduisent le lecteur à présumer que, dans un scénario idéal, cet étalage d'efforts concentrés, de ressources massives et de personnel pléthorique devrait se manifester pendant ce que Mao appellerait la phase de défense stratégique ou ce que les spécialistes contemporains appelleraient la « proto-insurrection⁵⁶ ».

Les quatre lois de la contre-insurrection de Galula ont été décrites comme une stratégie de la « tache d'huile » devant permettre de gagner une guerre insurrectionnelle. En bref, on a soutenu qu'une campagne réussie de contre-insurrection peut être « comparée à une goutte d'huile qui, lorsqu'elle tombe sur un linge, forme une tache qui s'étale progressivement⁵⁷ ». Ainsi, une fois que les forces de contre-insurrection éliminent les activités insurrectionnelles dans une zone et établissent une « zone de base », elles se déploient progressivement pour pacifier d'autres régions et les transformer en zones sûres contrôlées par le gouvernement⁵⁸ ». Galula offre une stratégie en huit points de conduite d'une campagne réussie de contre-insurrection dans chaque « zone sélectionnée » :

1. Concentrer des forces armées suffisantes pour détruire ou expulser le gros des insurgés armés.

2. Détacher dans la zone suffisamment de troupes pour s'opposer à un retour en force des insurgés, cantonner ces troupes dans les hameaux, villages et villes où réside la population.
3. Etablir des contacts avec la population, contrôler ses mouvements afin de rompre ses liens avec la guérilla.
4. Détruire les organisations politiques locales de l'insurrection.
5. Mettre en place, par voie d'élections, de nouvelles autorités locales provisoires.
6. Tester ces autorités en leur attribuant diverses tâches concrètes. Remplacer les mous et les incompetents ; apporter un soutien total aux dirigeants actifs. Organiser des unités d'autodéfense.
7. Regrouper et former les dirigeants au sein d'un mouvement politique national.
8. Gagner à sa cause ou éliminer ce qui reste d'insurgés⁵⁹.

L'influence de la théorie de contre-insurrection de Galula et son approche axée sur la population est bien visible quand on lit le manuel FM 3-24 et observe que, d'après la doctrine : « La contre-insurrection exige des soldats et des Marines qui soient prêts à combattre et à bâtir » grâce à l'emploi d'une « combinaison d'opérations offensives, défensives et de stabilisation⁶⁰ ». L'objectif recherché de la campagne de contre-insurrection, selon le manuel FM 3-24, est de créer une situation dans laquelle l'administration locale est « acceptée comme légitime par la majorité de [la] partie neutre [de la population locale] que ne peut être accompli qu'une fois que la population locale est convaincue qu'elle est « à l'abri d'une intimidation de la part des insurgés⁶¹ ». Une fois la sécurité de la population locale établie et maintenue, celle-ci peut être stabilisée par la satisfaction des besoins essentiels (produits alimentaires, eau, habillement, logis et soins médicaux) des gens. Cette prestation de « services essentiels » est cruciale dans toute campagne de contre-insurrection parce que « si le gouvernement [du pays hôte] assure des services essentiels sur lesquels elle peut compter, la population a plus de chances de le soutenir⁶² ».

L'établissement de la sécurité et la prestation des services essentiels représentent, aux termes du manuel FM 3-24, une entreprise à forte intensité de main d'œuvre⁶³. Alors que les recommandations de Galula en matière de personnel étaient focalisées sur la réplique au nombre d'insurgés par application d'un rapport de 10 à 20 contre-insurgés par insurgé⁶⁴. Le manuel FM 3-24 prend en considération la difficulté qu'il y a à identifier le nombre exact d'insurgés et recommande par conséquent un rapport de 20 à 25 contre-insurgés pour 1.000 résidents dans une zone d'opérations⁶⁵.

Ainsi, d'après la théorie de la contre-insurrection de Galula et la doctrine de contre-insurrection décrite dans le manuel FM 3-24, l'utilisation d'une approche axée sur la population conduira au succès dans toute campagne de contre-insurrection. Galula définit le succès comme l'« isolation permanente des insurgés par rapport à la population » qui est maintenue non par la seule force militaire mais plutôt « grâce à la [coopération enthousiaste] de la population⁶⁶ ». De même, le manuel FM 3-24 définit une campagne réussie de contre-insurrection comme une campagne qui « repose sur la prise en charge par le peuple de ses propres affaires et sur son consentement à l'autorité du gouvernement⁶⁷ ». Toutefois, à la réflexion et dans le contexte de l'actualité et des tendances prévues, le type d'approche à forte intensité de main d'œuvre axée sur la population de la contre-insurrection continue-t-il d'être la bonne tactique si on tient compte de l'environnement mondial du vingt et unième siècle ? L'application de l'intensité d'effort et de l'immensité de moyens conduira-t-elle au type de succès de la contre-insurrection imaginé par le manuel FM 3-24 ? Le succès de la contre-insurrection se compare-t-il à la victoire dans la guerre conventionnelle ? Compte tenu des problèmes budgétaires que connaît actuellement l'économie mondiale, celle des démocraties industrialisées occidentales en particulier, l'application de la doctrine de contre-insurrection en vigueur est-elle même possible ?

Le Manuel FM 3-24/MCWP 3-33.5 et la théorie de contre-insurrection de Galula dans le contexte du XXI^e siècle

La plus importante des lois de la contre-insurrection de Galula est probablement la quatrième, qui stipule que l'« intensité des efforts et l'immensité des moyens sont essentielles⁶⁸ ». Lorsqu'on essaye d'examiner la contre-insurrection américaine à la lumière de l'après-11 septembre et de l'après-*Iraqi Freedom*, il est important de réfléchir à deux points clés liés à cette loi, à savoir 1) l'impact de l'immensité des moyens en termes d'importance des effectifs nécessaires pour exécuter avec succès la stratégie de la tache d'huile, 2) l'impact de l'immensité des moyens en termes de coût pour le budget de la conduite d'une guerre prolongée de contre-insurrection et 3) l'impact de l'immensité des moyens sur la volonté nationale. Il est également important de réfléchir à un quatrième aspect de la contre-insurrection américaine au XXI^e siècle : la signification de la victoire dans une guerre insurrectionnelle.

Effectifs militaires

En janvier 2007, l'insurrection irakienne semblait échapper à tout contrôle. Une analyse menée en novembre 2006 par la CIA avait décrit la situation comme ressemblant à « l'anarchie et la guerre civile⁶⁹ ». En réaction à la détérioration de la situation, le président Bush ordonna un renforcement des effectifs portant sur

20.000 hommes supplémentaires devant être déployés en Irak pour « apporter la sécurité aux habitants de Bagdad⁷⁰ ». Dans une allocution télévisée dans tout le pays, le président déclara que l'accroissement des effectifs était nécessaire pour « tenir les zones qui [ont été] dégagées⁷¹ ». Ne mâchant pas ses mots, le président expliqua que, lors de précédentes opérations de ratissage, quand les forces américaines avaient nettoyé une zone et étaient « passées à d'autres cibles, les tueurs étaient revenus⁷² ». Les objectifs du renforcement des effectifs étaient simplement d'améliorer la vie quotidienne des Irakiens de façon à leur donner une plus grande confiance en leurs dirigeants et à donner au gouvernement irakien le répit dont il avait besoin pour « faire des progrès dans d'autres domaines⁷³ ».

Le discours signala une évolution de la stratégie vers une qui s'inspirait de la théorie classique de contre-insurrection axée sur la population de Galula et se focalisait sur la protection du peuple irakien⁷⁴. Même s'il ne fait aucun doute que le renforcement des effectifs connut une réussite tactique sous la forme d'une désescalade de la violence et d'une amélioration de la sécurité en général, cinq ans plus tard on ne sait toujours pas très bien si les problèmes sociopolitiques fondamentaux derrière la violence des insurgés ont été éliminés. Pourquoi ? Comment se fait-il qu'après cinq ans d'entraînement et de soutien par des États-Unis ainsi que d'exécution d'opérations militaires américano-irakiennes, l'avenir de l'Irak paraisse toujours aussi incertain ?

On peut trouver une réponse dans le renforcement des effectifs lui-même. Dans un rapport préparé récemment par la RAND Corporation, le concept d'utilisation d'interventions militaires à grande échelle à l'étranger comme élément d'une stratégie de contre-insurrection fut remis en question. Le rapport déclare :

L'histoire n'offre aucune base permettant de compter sur une intervention militaire à grande échelle à l'étranger pour assurer la victoire de la contre-insurrection. Il y a au contraire corrélation entre intervention militaire à grande échelle à l'étranger et échec de la contre-insurrection. Plus la présence de troupes étrangères est importante, la France en Algérie, la France et les États-Unis en Indochine, l'URSS en Afghanistan, plus le résultat tend à être mauvais⁷⁵.

Ces conclusions de l'étude de RAND vont directement à l'encontre de la théorie classique de la contre-insurrection de Galula et de la doctrine mise en évidence dans le manuel FM 3-24. L'opinion selon laquelle la présence d'une force étrangère sur le terrain est nuisible est également celle de David Kilcullen, un Galula des temps modernes, qui a beaucoup écrit sur l'insurrection contemporaine. Il soutient que l'insurrection de type planétaire à laquelle est aujourd'hui confronté l'Occident ne correspond pas au modèle classique d'insurrection et qu'il vaut mieux la considérer comme ce qu'il appelle une « guerre hybride⁷⁶ ». Selon Kilcullen, dans le contexte de l'insurrection planétaire, l'Occident n'est pas confronté à l'insurrection traditionnelle qui a un objectif précis tel que le renversement du gouvernement local. L'insurrection planétaire se compose au contraire

de deux catégories d'ennemis, la guérilla locale qui se préoccupe surtout de la situation locale et le terrorisme transnational qui a beaucoup plus une « perspective internationale ». Les membres de la population locale, dont il se peut qu'ils possèdent une « forte dose d'anticolonialisme » et qu'ils s'opposent à « l'impact de la modernité sous sa forme occidentalisée à dominante américaine », sont ensuite encouragés à rejoindre une insurrection pour des raisons principalement défensives lorsqu'ils observent des troupes étrangères nombreuses et les perçoivent comme une force d'occupation⁷⁷. Kilcullen écrit que :

Le combattant local est par conséquent un guérillero accidentel, nous combattant parce que nous envahissons son espace, pas parce qu'il veut envahir le nôtre. Il suit les usages populaires de guerre tribale, qui sont influencés par des normes culturelles, des valeurs et des optiques perceptuelles traditionnelles ; il est engagé (de son point de vue) dans la résistance plutôt que dans l'insurrection et se bat principalement pour qu'on le laisse tranquille⁷⁸.

Si les conclusions de l'étude de RAND et la thèse de la guérilla accidentelle de Kilcullen sont correctes, on serait amené à conclure que le degré de « force numérique », l'une des pierres angulaires de la théorie de la contre-insurrection de Galula et du manuel FM 3-24, peut ne pas contribuer à la victoire lorsqu'on l'applique dans un contexte non colonial et contemporain⁷⁹. On pourrait donc présumer que le renforcement d'effectifs de 2007 en Irak peut n'avoir réalisé des gains visibles que tant que des forces américaines restèrent en place. Ceux qui sont les plus rapprochés de la situation ont parfois la perspective la plus claire et peuvent offrir les meilleures évaluations, et, pour au moins certains des soldats qui participèrent au renforcement des effectifs, leurs prédictions n'étaient pas très optimistes. Par exemple, le sergent-chef de l'armée de Terre Jose Benavides, originaire de Miami, en Floride, fut engagé à Bagdad dans le cadre du renforcement des effectifs et fut le témoin direct de la réduction de la violence confessionnelle et terroriste qui en résulta. Son opinion, sobre mais pessimiste, était : « Si les Américains s'en vont, la violence confessionnelle se déchaînera⁸⁰ ». Maintenant que les forces combattantes américaines se sont retirées, nous verrons bien si la prédiction du sergent Benavides se vérifie. Toutefois, les premiers signes, tels que la série d'attentats à la bombe auxquels l'Irak est actuellement en proie pourraient bien donner bientôt raison à Benavides⁸¹.

Coûts financiers

Les États-Unis se focalisent aujourd'hui dans une large mesure sur leur situation financière. Maintenant que les troupes combattantes se sont retirées de l'Irak et doivent quitter l'Afghanistan d'ici la fin de 2014, le pays, ployant sous sa dette, commence à repenser sa stratégie de défense pour ce qui sera probablement « une ère d'austérité⁸² ». Washington cherche des moyens de réduire le budget fédéral et nombreux sont les Américains couvrant tout l'éventail politique, de l'aile

droite du parti républicain à l'aile gauche du parti démocrate, qui souhaitent qu'une large portion de ces réductions affecte les dépenses de défense.

Les guerres coûtent cher, en particulier les campagnes prolongées telles que celles d'Irak et d'Afghanistan dans lesquelles des effectifs nombreux sont engagés sur le terrain. Les coûts totaux de ces guerres ont fait couler beaucoup d'encre et nombreux sont ceux qui soutiennent que les coûts des campagnes de contre-insurrection en Irak et en Afghanistan sont dans une large mesure responsables de l'état économique dans lequel se trouve actuellement le pays, dont la dette a récemment été déclassée de « Triple-A » à « Double-A Plus » par des agences de notation⁸³. Aussi bien des économistes que des spécialistes des relations internationales ont conclu que, quand on fait le compte des coûts totaux pour les États-Unis de la seule guerre en Irak pour y inclure les coûts futurs (tels que les soins médicaux pour les anciens combattants rapatriés) qui continueront de monter, même après le retrait des dernières troupes, on s'aperçoit qu'ils dépasseront trois milliards de dollars⁸⁴.

L'état de l'économie américaine a été l'un des principaux soucis de l'électorat depuis le début de la récession en 2008. Aujourd'hui, « le pays est confronté à un chômage élevé, un déficit croissant, un recul de la classe moyenne et une crise du logement⁸⁵ ». Certains spécialistes sont très sceptiques quant à un retour prochain d'une croissance vigoureuse aux États-Unis⁸⁶. En attendant, l'électorat demande que des mesures soient prises et les élus se montrent réceptifs. Dans le passé, les budgets de la défense n'ont connu que des réductions modestes pendant les périodes de serrage de ceinture et la plupart de ces réductions étaient mises en avant par des parlementaires du parti démocrate. Ce n'est pas le cas aujourd'hui où plus de la moitié des parlementaires républicains élus pour la première fois ont voté en faveur de propositions de réduction des dépenses de défense⁸⁷. Il a été dit que certaines des réductions proposées pour le budget de la défense pourraient aller jusqu'à 25 pourcent. Étalés sur les cinq prochaines années, les réductions feraient passer le budget total de la défense de son niveau actuel de 700 milliards de dollars à 522,5 milliards⁸⁸. L'ancien secrétaire à la Défense, Leon Panetta, était soumis à une pression politique intense pour qu'il réduise les dépenses et il s'était montré publiquement partisan d'une « force interarmées moins nombreuse, plus légère, plus agile et souple » plutôt que du « maintien d'une force terrestre suffisamment importante pour mener une guerre longue et sanglante puis les opérations de stabilisation [qui s'ensuivent]⁸⁹ ». En d'autres termes, confronté à un serrage de ceinture, Leon Panetta avait l'intention de réduire les effectifs et de restructurer la force d'une façon qui rendrait encore plus difficile l'engagement des niveaux de troupes demandés aussi bien par la théorie classique de la contre-insurrection de Galula que par le manuel FM 3-24. La focalisation du Pentagone sur la réduction de la taille de la force pour qu'elle soit plus légère et plus agile a d'ailleurs le soutien total du président Obama⁹⁰.

L'impact, selon l'ancien sénateur David Boren, co-président du *Intelligence Advisory Board* (comité consultatif sur le renseignement) du président Obama, est que les États-Unis « vont devoir réviser leurs priorités quant à ce que nous devons faire⁹¹ ». Benjamin Friedman, du Cato Institute, observe que la réduction des effectifs des troupes terrestres, « encourage les responsables politiques à employer les forces armées moins à la légère, évitant ainsi pour les troupes américaines, et le pays en général, les ennuis inutiles⁹² ». Si on laisse de côté les jugements de valeur de M. Friedman, les niveaux définitifs d'effectifs pourraient indiquer clairement, même aux responsables politiques les plus bellicistes, que les États-Unis ne pourront plus mener une autre campagne prolongée de contre-insurrection en appliquant le principe de la soi-disant tache d'huile imposé pour l'Afghanistan et l'Irak. De plus en plus de chercheurs et de responsables politiques commencent effectivement à réclamer un retranchement et soutiennent que les États-Unis doivent « transférer leurs engagements et leurs ressources [à l'étranger] de la protection de leurs intérêts accessoires à celle de leurs intérêts essentiels » et « utiliser le « dividende de retranchement » qui en résulte pour encourager la reprise dans notre pays⁹³ ». L'appel à un « abandon [par les États-Unis de] leur fascination actuelle pour l'édification de nation et de contre-insurrection » a donc commencé⁹⁴. Il est fort probable que les États-Unis continueront dans un avenir prévisible d'être confrontés aux problèmes que présentent une énorme dette publique et une économie stagnante, ce qui rendra les Américains de moins en moins enclins à tolérer une autre longue campagne de contre-insurrection.

Volonté nationale

La première loi de la contre-insurrection de Galula aux termes de laquelle le « soutien de la population est aussi indispensable pour la contre-insurrection que pour l'insurrection » peut être également appliquée à la population de notre pays⁹⁵. Les guerres longues et coûteuses sapent le niveau de soutien de la population nationale à la contre-insurrection qui peut contribuer à accélérer la défaite de la contre-insurrection autant que tout autre facteur. Cette conclusion est certainement celle à laquelle arriva Harry Summers dans son analyse de la guerre du Viêt-Nam, lorsqu'il écrivit que l'incapacité à acquérir une volonté nationale ou le soutien du peuple américain « fut l'un des principaux échecs stratégiques⁹⁶ ».

Victoire

Quand il s'agit de vaincre et de perdre, les Américains ont simplement horreur de perdre. Tout le monde connaît la formule fameuse du légendaire Vince Lombardi, qui est probablement l'entraîneur de football américain le plus célèbre de tous les temps, « Gagner n'est pas tout mais il n'y a que ça qui compte⁹⁷ ». Même si certains Américains ne seraient probablement pas d'accord avec cette vision extrême de l'importance de la victoire quand il s'agit de sport, cela serait très

rare quand il s'agit de guerre qui veut que la victoire soit la seule option possible dans la guerre a été adoptée dans toute l'histoire de l'Amérique aussi bien par ses généraux que par ses présidents. Un exemple en fut donné par le président George W. Bush en mars 2003. S'adressant à la nation depuis le bureau ovale le soir du déclenchement de l'invasion américaine de l'Irak, le président Bush jura que « ce ne sera pas une campagne de demi-mesures et nous n'accepterons pas d'autre résultat que la victoire⁹⁸ ».

Aux États-Unis, il est crucial d'obtenir la victoire dans une guerre pour conserver le soutien de l'opinion publique. Les guerres sont coûteuses aussi bien en termes de pertes de vies humaines que de ressources et le coût est supporté à la fois par ceux qui servent dans les forces armées et ceux qui paient des impôts et apportent leur soutien politique à l'effort de guerre. C'est la raison pour laquelle il est important que l'effort coûteux et sanglant soit perçu comme en valant la peine. L'un des facteurs les plus cruciaux permettant de déterminer si la guerre a été gagnée ou non commence par conséquent par une définition clairement exprimée de la victoire. Dans les cas où la victoire « n'est pas clairement définie ou obtenue, il peut en résulter un sentiment déprimant d'absurdité » conduisant à une perte de soutien populaire pour l'effort de guerre⁹⁹. En outre, « du point de vue des dirigeants politiques, une compréhension insuffisante des complexités qui entourent la victoire peut entraîner une paralysie de la prise de décisions, un embarras, ainsi qu'une perte de soutien à l'intérieur et à l'extérieur, une escalade de la violence après la guerre, des triomphes à la Pyrrhus et en fin de compte un fiasco de politique étrangère¹⁰⁰ ». Pour l'Amérique, le « mode de guerre » a toujours consisté en une stratégie d'anéantissement employant des forces conventionnelles¹⁰¹. Dans une guerre conventionnelle orthodoxe entre états-nations, la victoire peut ainsi être considérée comme l'anéantissement des forces armées d'un pays suivie de la capitulation du gouvernement vaincu. L'état-nation victorieux « peut [alors] se servir de sa puissance pour contraindre » l'autre camp et ainsi obtenir des concessions¹⁰². En d'autres termes, les guerres étaient traditionnellement l'application de la force de façon à atteindre des objectifs politiques. Pour le peuple américain, ce type de victoire est facile à définir et à reconnaître une fois obtenu. Ceux qui combattirent dans la guerre la plus récente correspondant à cette définition et la gagnèrent ont été qualifiés de génération « la plus glorieuse de l'Amérique¹⁰³ ». Il fut de même facile pour les Américains de reconnaître la victoire qui conclut la guerre du Golfe en 1991 où l'objectif, qui était l'expulsion de l'armée irakienne, fut atteint et où les troupes rentrèrent chez elles sous des pluies de serpentins. Si c'est ainsi que la majorité des Américains voient la victoire dans une guerre, ce type de victoire peut-il être atteint dans une guerre insurrectionnelle ? Qui plus est, étant donné que « le succès [dans la guerre] est le plus probable si sa signification est parfaitement claire » et que « sans une stratégie et des objectifs clairs, il n'existe pas de moyen satisfaisant de prévoir le cours de la guerre », la victoire est-elle même

possible dans une guerre utilisant une approche axée sur la population avec pour vague objectif de gagner les cœurs et les esprits¹⁰⁴ ?

Dans sa récente étude de la signification de la victoire dans la guerre, Robert Mandel a soutenu que la signification de la victoire militaire a changé depuis la Guerre Froide. Au lieu de définir la victoire militaire en termes globaux comme le faisaient les générations passées, Mandel pose comme principe que la victoire doit être obtenue en deux phases qu'il appelle « victoire militaire » et « victoire stratégique ». Selon Mandel, :

En particulier, la guerre est gagnée, ou perdue, en deux phases : les résultats militaires obtenus sur le champ de bataille et la bataille menée pour gagner la paix par la reconstruction et la réconciliation par la suite ; ce qui est gagné sur le champ de bataille peut ensuite être perdu entièrement si les pays attaqués ne sont pas transformés pour qu'on y vive mieux et plus en sécurité¹⁰⁵.

Dans une guerre insurrectionnelle menée par les États-Unis, comme dans l'exemple du Viêt-Nam, de l'Irak et de l'Afghanistan, il est inévitable que les troupes américaines finissent par se retirer. Ce n'était toutefois pas le cas quand Galula élaborait sa théorie de la contre-insurrection. Galula participa, et écrivit à leur propos, à des guerres coloniales insurrectionnelles, généralement contre des guérilleros communistes décidés à renverser le pouvoir colonial et à établir un gouvernement autochtone. À cet égard, la « stratégie de la tache d'huile » ou le « principe de la tache d'huile » paraît parfaitement raisonnable. Dans les guerres coloniales insurrectionnelles à l'époque de la Guerre Froide, la puissance coloniale n'avait aucunement l'intention de quitter la région car elle considérait le territoire et ses ressources comme faisant partie de son empire colonial. Dans le cas des Américains en tant que contre-insurgés, leurs dirigeants politiques et chefs militaires, ainsi que le peuple lui-même, savent tous dès le début que la situation finale inclut un retrait complet des forces combattantes et la remise du territoire aux dirigeants autochtones. Si effectivement les États-Unis disposaient de temps et de ressources illimités pour prendre le contrôle de la totalité d'un territoire en engageant, comme Galula le pose en principe dans la deuxième phase de sa stratégie générale de contre-insurrection, « des troupes en nombre suffisant pour s'opposer à un retour en force des insurgés », ils pourraient obtenir une victoire à la fois militaire et stratégique¹⁰⁶. Les États-Unis ne sont toutefois pas une puissance coloniale et ils ne disposeront pas de ressources ni de temps illimités pour mener une campagne prolongée. Il convient donc de ne pas les incorporer aux plans américains de contre-insurrection.

Il y a donc, et il y aura toujours, un risque de voir les gains réalisés grâce à une victoire militaire perdus après le départ des forces américaines. Puisque, dans une guerre insurrectionnelle, aucune armée ennemie n'est anéantie et aucun territoire n'est saisi et occupé, il est tout à fait possible de gagner toutes les batailles mais de perdre la guerre. Ce fut certainement ce qui arriva aux États-Unis au Viêt-Nam.

Bien qu'il soit trop tôt pour être sûr de ce qui va se passer en Irak, compte tenu des événements qui s'y sont déroulés depuis le retrait des forces américaines, il se peut que nous assistions à un autre cas de victoire militaire américaine suivie d'une défaite stratégique. Les événements en Irak et Afghanistan présenteront dans les années qui viennent un grand intérêt pour ceux qui étudient la contre-insurrection. À en juger par l'histoire des principales campagnes de ce type menées depuis la Seconde Guerre mondiale, il est fort probable que ces deux conflits se termineront par une victoire militaire, suivie d'une défaite stratégique.

Insurrection classique vs insurrection mondiale différences fondamentales

Le présent article a jusqu'ici soutenu que, alors que les États-Unis quittent l'Irak après plus de huit ans de guerre et s'appêtent à quitter l'Afghanistan à l'issue de ce qui sera une guerre ayant duré treize ans, le type classique de campagne de contre-insurrection basée sur l'immensité de moyens et axée sur la population préconisé par le théoricien de la contre-insurrection David Galula ne peut plus désormais s'appliquer. Conformément à la doctrine de contre-insurrection de l'armée de terre américaine, qui est basée sur la théorie classique de la contre-insurrection, il convient à cette dernière d'appliquer la stratégie de la tache d'huile en engageant une force dont les effectifs sont adaptés à la taille de la population locale. Ensuite, une fois ce contrôle solidement établi dans l'ensemble de la zone, le processus est répété dans autant d'autres zones qu'il le faut pour isoler les insurgés de la population locale au point où ils ne représentent plus une menace. Toutefois, l'immensité des moyens en termes d'importance des effectifs est souvent perçue par la population locale comme une force d'occupation et peut créer des guérilleros inattendus, aggravant ainsi la situation. En outre, dans la mesure où la contre-insurrection contemporaine n'a pas l'intention de laisser ses forces déployées indéfiniment dans le cadre de la campagne, de prendre des mesures coercitives à l'encontre du gouvernement vaincu ni de dépouiller le territoire sous son contrôle de ses ressources naturelles, une campagne classique de contre-insurrection peut imposer à cette dernière d'énormes contraintes financières. Les pertes humaines et financières prolongées peuvent entraîner une érosion du soutien des concitoyens du contre-insurgé pour la campagne de contre-insurrection conduisant à un effritement de la volonté nationale. Comme le fait remarquer Gil Merom, « les démocraties ont tendance à perdre les guerres prolongées de faible intensité », à cause principalement d'une baisse du soutien de leur opinion publique¹⁰⁷. La récapitulation par Stephen Walt de la campagne américaine de contre-insurrection en Irak appuie la thèse de Merom :

Si on définit la victoire comme atteindre ses principaux objectifs et mettre fin à une guerre avec sa sécurité et sa prospérité améliorées, ces deux conflits [Irak et Afghanistan] doivent être considérés comme de coûteuses défaites¹⁰⁸.

Le présent article soutient que la théorie classique de la contre-insurrection ne peut plus désormais s'appliquer parce que le type d'insurrection qui menacera les États-Unis dans un avenir prévisible n'est pas le même que celui qui menaçait les puissances occidentales à l'époque de Galula. Comme il a été indiqué plus haut, les insurrections à l'époque de Galula étaient essentiellement des rebellions contre une puissance coloniale. Les insurrections qui menacent aujourd'hui les intérêts américaines couvrent le monde et nombreux sont ceux qui les identifient comme « insurrections à l'échelle planétaire¹⁰⁹ ». Celui des insurgés classiques est de « renverser un état ou régime, ou de s'y opposer par la force des armes¹¹⁰ ». Leur objectif global est donc plus précis et tend à viser l'organisation locale du pouvoir. À l'inverse, l'objectif de l'insurrection mondiale est « plus grandiose et n'est pas de ce monde¹¹¹ ». Par exemple, un des principaux objectifs du groupe Al-Qaïda, qui a été décrit comme une insurrection à l'échelle mondiale contre l'Occident, est de bouleverser les relations entre les états-nations occidentaux et ceux dans lesquels vivent de larges concentrations de Musulmans¹¹².

Par suite de la différence d'objectifs, une campagne insurrectionnelle classique est beaucoup plus territoriale et centralisée, ainsi que focalisée sur l'acquisition du soutien de la population locale. Comme le dit Mao, « La source la plus riche de la capacité de faire la guerre réside dans les masses populaires¹¹³ ». Les cibles de l'insurrection classique restent dans les limites d'un territoire pour lui permettre d'exposer la faiblesse du gouvernement local. L'insurgé mondial, toutefois, est non territorial, frappant les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie en une attaque coordonnée, et les systèmes de transport collectif urbain de Londres ou de Madrid au cours d'une autre. Il n'a pas besoin de gagner les cœurs et les esprits de la population locale. Il a plutôt besoin d'obtenir le soutien financier ou les services opérationnels de personnes de même sensibilité idéologique résidant partout dans le monde et attirées par la cause grâce à un message adroitement formulé par un ou plusieurs chefs dynamiques, très peu nombreux et capables de convaincre un grand nombre de personnes sensées courir de très grands risques personnels afin de soutenir la cause. Étant donné les progrès technologiques réalisés dans le domaine des communications, l'insurrection mondiale fait partie d'une forme d'organisation en réseau planétaire, horizontal par opposition à une hiérarchie traditionnelle à base de groupes¹¹⁴.

Les tactiques de l'insurgé classique diffèrent également de celles de l'insurgé mondial. Alors que ce dernier compte principalement sur des attentats terroristes conçus pour causer des morts nombreuses, l'insurgé classique compte moins sur le terrorisme et plus sur le sabotage et la guérilla. Alors que celui-ci « cherche à aggraver les dissensions sociopolitiques telles qu'elles existent et à élever le niveau de conscience politique et la volonté révolutionnaire dans la population », l'insurgé

mondial cherche à infliger autant de pertes que possible au sein de la population qu'il considère comme son ennemie¹¹⁵. La raison en est que l'insurgé mondial, appliquant « la stratégie des mille coupures », veut simplement infliger autant de souffrances physiques et économiques que possible aux états les plus puissants de l'ordre international afin d'arriver à un « équilibre stratégique relatif¹¹⁶ ».

Les théories décrivant les facteurs incitant les insurgés à s'engager dans la violence ou à soutenir l'insurrection diffèrent également entre l'insurgé classique et l'insurgé mondial. Pour le premier, parmi ces facteurs figurent la perception d'une occupation qui, comme nous l'avons vu plus haut, peut créer une « guérilla inattendue » et/ou un sens relatif de privation¹¹⁷. En bref, la *Relative Deprivation Theory* (théorie de la privation relative), élaborée par Ted Robert Gurr, pose en principe que la violence interne est une réaction indignée à l'exploitation et à la privation relative, qui est l'impression qu'a la population locale de recevoir une part inégale de la richesse économique par rapport à ceux qui sont en haut de l'échelle socioéconomique¹¹⁸. Ainsi, lorsque les gains matériels de la population locale ne correspondent pas à ses attentes, un conflit avec les élites de l'état devient de plus en plus probable.

Alors que la *Relative Deprivation Theory* et le *Accidental Guerrilla Syndrome* (syndrome de la guérilla imprévue) expliquent tous deux les facteurs de motivation de l'insurrection classique, le cadre de sentiments d'injustice élaboré par Jessica Stern offre un moyen de comprendre les facteurs motivant l'insurrection planétaire apatride. En bref, Stern soutient qu'il y a plusieurs sentiments fondamentaux d'injustice qui, ressentis individuellement ou en différentes combinaisons, peuvent conduire certaines personnes à s'engager dans le type de violence terroriste par lequel se distingue l'insurrection mondiale d'aujourd'hui. Ces griefs sont l'aliénation, l'humiliation, les mutations démographiques, les injustices historiques et les revendications territoriales¹¹⁹. Robert Leiken offre son soutien à la thèse de Stern en soutenant que l'aliénation socioculturelle et la possible humiliation qu'elle entraîne sont ressenties par de nombreux immigrants musulmans des deuxième et troisième générations en Europe. Ces sentiments résultent de l'incapacité de leurs pays hôtes de les intégrer à la société européenne, ce qui conduit beaucoup de ces « Musulmans en colère » à rejoindre l'insurrection mondiale « pour massacrer des Occidentaux¹²⁰ ». Pour récapituler, il existe des différences fondamentales entre l'insurrection classique à base territoriale du type que connut Galula pendant les années 1950 et 1960 et le type d'insurrection mondiale apatride d'aujourd'hui, tel que le personifie le mouvement Al-Qaïda (tableau 2).

Tableau 2 : Insurrection classique vs insurrection mondiale : comparaison

	Insurrection classique	Insurrection mondiale
Objectifs des insurgés	Précis, tels que le renversement du gouvernement local	Complexes; thématiques tels que le renversement de l'ordre international

Tableau 2 : Insurrection classique vs insurrection mondiale : comparaison (continué)

Source de pouvoir	Soutien de la population locale	Soutien dans le monde entier de personnes de même sensibilité idéologique
Centre de gravité	La population locale	Sources de financement, communications, entraînement, déplacements internationaux, dynamisme des dirigeants de l'insurrection
Structure de l'organisation	Hiérarchique : par groupe unique ou par village/tribu	Plus horizontale ; en réseau et sur Internet
Tactique principale des insurgés	Terrorisme local; sabotage; guérilla	Terrorisme international; guerre hybride
Source de motivation des insurgés	Sentiment de privation; impression d'occupation	Sentiment marqué d'injustice

Le présent article a jusqu'ici soutenu que l'insurrection classique est fondamentalement différente de l'insurrection mondiale du type mené par Al-Qaïda contre l'Occident. Il a soutenu en outre que l'application de la théorie classique de la contre-insurrection, qui met l'accent sur une approche axée sur la population de la préparation d'une campagne de contre-insurrection, ne conduira pas au succès compte tenu des contextes de l'insurrection mondiale contemporaine. Pourtant, ce même modèle axé sur la population de contre-insurrection datant de la Guerre Froide forme le fondement de la doctrine de contre-insurrection de l'armée de Terre américaine. Ce qui est par conséquent nécessaire est une nouvelle perspective théorique sur l'insurrection mondiale contemporaine.

Comme on dit dans les milieux militaires, « nous nous préparons toujours à la dernière guerre ». Cela signifie que les institutions militaires se focalisent traditionnellement sur les enseignements de la campagne la plus récente et passent la période entre deux guerres à moderniser le matériel, ainsi qu'à actualiser la doctrine et l'entraînement pour éviter de telles erreurs quand arrive la guerre suivante. Le défaut de cette approche est bien entendu le fait que deux guerres ne sont jamais les mêmes et que la focalisation sur le comportement d'un ennemi passé peut très facilement conduire à une évaluation totalement erronée des moyens, de la stratégie et des tactiques d'un futur ennemi. Les Français l'apprirent à leurs dépens lorsque les enseignements qu'ils tirèrent de la Première Guerre mondiale les conduisirent à se retrancher derrière la ligne Maginot pour se préparer à une invasion allemande. Pendant ce temps-là, les divisions blindées allemandes contournaient les positions fortifiées de l'armée française pour se ruer vers Paris. Au Viêt-Nam, les États-Unis s'aperçurent que la stratégie et les tactiques qui les avaient conduits à la victoire lors de la Seconde Guerre mondiale ne leur permettaient pas de couper la piste Ho Chi Minh ni d'empêcher la chute de Saïgon.

Alors que les États-Unis quittent l'Irak et l'Afghanistan, il semble, si du moins on se base sur le programme d'entraînement du *Joint Readiness Training Center*–JRTC (centre de formation préparatoire inter-armé), que l'armée de Terre continuera d'opérer sous la doctrine Petraeus et de se préparer pour la prochaine campagne de contre-insurrection à base territoriale. L'un des objectifs du présent article est de proposer une alternative à l'approche axée sur la population de la contre-insurrection, en espérant qu'il s'ajoutera à la bibliographie d'une façon qui encouragera la discussion et les débats. Le reste de l'article passera brièvement en revue quelques réflexions générales à ce propos.

De la conquête des cœurs et des esprits à la création d'un déséquilibre

On a soutenu que la stratégie de l'insurrection mondiale, au moins dans le cas d'Al-Qaïda, consiste à attirer les États-Unis dans des guerres insurrectionnelles de faible intensité afin d'épuiser les ressources et la puissance politique américaines¹²¹. On a soutenu en outre que les guerres en Irak et en Afghanistan ont effectivement signalé un déclin de la domination internationale de l'Amérique et souligné les limites de la puissance américaine¹²². Joseph Nye soutient depuis longtemps que, dans un environnement interdépendant mondialisé, la puissance militaire « dure » traditionnelle devient moins efficace¹²³. Dans la mesure où l'issue de la guerre en Irak est douteuse, on peut soutenir que cette thèse s'applique certainement à une campagne de contre-insurrection. Dans son ouvrage le plus récent, Nye recommande l'emploi de la « *smart power* (le pouvoir de l'intelligente), [qui] associe la puissance dure de la contrainte et de la rétribution à la puissance douce de la persuasion et de l'attraction¹²⁴ ». La bonne question semble ainsi être la suivante : les États-Unis peuvent-ils employer la « *smart power* » dans le cadre de leur stratégie de contre-insurrection au lieu de l'approche à forte empreinte axée sur la population, qui a été l'idée maîtresse de la doctrine américaine de contre-insurrection depuis la publication du manuel FM 3-24 ? En d'autres termes, les États-Unis peuvent-ils encore combattre efficacement des insurgés sans adhérer au principe de la tache d'huile ?

La réponse à ces deux questions est un oui catégorique. Toutefois, plutôt qu'une focalisation sur la victoire dans la conquête des « cœurs et des esprits » de la population locale, il convient que la stratégie de contre-insurrection se focalise sur un déséquilibre des insurgés. Ce concept, en tant qu'élément d'une stratégie guerrière plus large, fut élaboré par Miyamoto Musashi (1584-1645), qui était l'un des guerriers les plus réputés, connu au Japon sous le nom de *Kensei*, ou « le Saint au sabre¹²⁵ ». Dans son *Traité des cinq roues*, rédigé en 1645, il observa que :

beaucoup de choses peuvent entraîner un déséquilibre. L'une d'elles est le danger, une autre les épreuves et une troisième la surprise. Vous devez étudier ce point. Dans la stratégie sur

grande échelle, il est important de provoquer un déséquilibre. Attaquez l'ennemi sans prévenir là où il ne s'y attend pas et, tant qu'il reste perplexe, poussez votre avantage puis, ayant pris de l'avance, triomphez de lui. Ou bien, lors d'un même combat, commencez par donner une impression de lenteur puis, tout d'un coup, attaquez en force. Sans lui laisser le temps de respirer et de retrouver ses esprits, vous devez saisir l'occasion de gagner. Faites-vous à ces pratiques¹²⁶.

Pour Musashi, déséquilibrer un ennemi sèmerait ensuite la confusion chez celui-ci :

Semer la confusion : cela signifie rendre l'ennemi indécis. Dans la stratégie sur grande échelle, nous pouvons utiliser nos troupes pour semer la confusion chez l'ennemi sur le terrain. Observant l'esprit de l'ennemi, nous pouvons lui faire penser « Ici ? Là ? Comme cela ? Comme ceci ? Lentement ? Rapidement ? » La victoire est certaine quand l'ennemi se retrouve pris dans un rythme qui sème la confusion dans son esprit. Nous pouvons, dans un même combat, dérouter l'ennemi en attaquant à l'aide de techniques variées quand l'occasion se présente. Feignez une poussée ou estocade, ou faites croire à l'ennemi que vous allez conclure un marché avec lui et, quand il est désorienté, vous pouvez gagner facilement. C'est l'essence du combat et vous devez l'étudier à fond¹²⁷.

Le conseil de Musashi s'applique mieux à l'élaboration d'une stratégie de victoire contre l'insurrection mondiale apatride, que ne le fait celle de Galula pour trois raisons principales, qui sont : 1) les différences de stratégie des insurgés ; 2) les différences de centres de gravité et 3) les différences en termes de ce qui constitue la préoccupation principale de la contre-insurrection.

Lorsqu'on examine la stratégie des insurgés à l'époque de Galula, elle consistait à commencer par la « défense stratégique » et l'élévation du niveau de soutien de la part de la population locale jusqu'à ce que les insurgés puissent engager une armée suffisamment nombreuse pour passer à l'« offensive stratégique ». La stratégie de l'insurrection mondiale consiste à attirer son puissant ennemi dans des guerres de faible intensité qui causeront une « hémorragie » de ses ressources humaines et financières. Alors que le centre de gravité des insurgés dans une insurrection classique est le soutien de la population locale, celui d'une insurrection mondiale contemporaine est son financement, son réseau de communications, sa capacité d'entraîner ceux qui souhaitent la rejoindre et ses possibilités de déplacements internationaux. Alors que la principale préoccupation stratégique de la contre-insurrection dans une insurrection classique consiste à empêcher une escalade verticale de la violence des insurgés à l'intérieur du pays, celle de la contre-insurrection dans une insurrection mondiale consiste à empêcher une escalade horizontale de la violence terroriste transfrontières du type dont la démonstration fut faite par les attentats commis au Kenya, en Tanzanie, à New York et Washington, DC, à Bali et à Madrid.

Certains ont vigoureusement soutenu que l'examen des questions propres à la contre-insurrection demandera une approche holistique ou « pangouvernementale » faisant intervenir de nombreuses administrations centrales et locales

différentes¹²⁸. Bien qu'une critique de l'approche pangouvernementale de la contre-insurrection sorte du cadre du présent article, il est certain que cette approche semble indiquer la direction générale possible de l'évolution de la stratégie de contre-insurrection. D'ailleurs, en 2009, Robert M. Gates, l'ancien secrétaire à la Défense, adopta officiellement ce concept dans le *Quadrennial Roles and Missions Review Report* (Rapport quadriennal d'examen des rôles et des missions)¹²⁹. L'objet du présent article est toutefois de se focaliser sur le rôle précis des forces armées américaines dans une contre-insurrection transnationale apatride à l'échelle mondiale. Le rôle des forces armées dans une insurrection territoriale classique implique très souvent l'emploi de forces terrestres conventionnelles pour rétablir la sécurité et la règle de droit¹³⁰. Cet article soutient que l'une des façons d'employer le « *smart power* » militaire pour régler les trois problèmes indiqués plus haut, tout en appliquant les prescriptions de Musashi. Il faut pour cela une approche globale, transnationale et non territoriale en partant d'un précepte théorique différent, à savoir de reconnaître que les centres de gravité d'une insurrection sont variables telles que la source de financement, les communications, la formation, les possibilités de déplacements internationaux et un leadership dynamique. Alors que chacun de ces centres de gravité tombe dans la sphère d'intérêt du gouvernement américain, ils ne tombent pas tous dans la sphère d'influence des forces militaires.

Si on utilise un cadre ou une perspective théorique pour mettre en lumière les centres de gravités susmentionnés, ceux qui tombent dans la sphère d'influence des forces armées américaines sont les chefs dynamiques et les camps d'entraînement. Pour détruire ou perturber de façon significative ces centres de gravité, il convient pour les forces armées américaines de s'appuyer sur la précision chirurgicale des opérations spéciales (OS), telles que les frappes exécutées par des véhicules aériens sans pilote et des forces d'opérations spéciales. Dans une perspective purement militaire, les compétences des forces d'opérations spéciales et les effets multiplicateurs de force des opérations menées à l'aide de véhicules aériens sans pilote peuvent être utilisés avant toutes les autres méthodes pour déséquilibrer et semer la confusion dans l'insurrection mondiale. Par conséquent, l'élément militaire clé d'une campagne de contre-insurrection contemporaine devrait être les opérations spéciales.

Contrairement à l'avis de Galula selon lequel « des opérations ponctuelles du style commandos...ne peuvent représenter la principale forme de guerre de la contre-insurrection », les forces d'opérations spéciales et les véhicules aériens sans pilote ou drones, grâce à leurs capacités de frappe chirurgicale, ont perturbé de façon répétée les activités de l'insurrection mondiale, semé la confusion, éliminé des chefs dynamiques et provoqué des pertes d'équilibre¹³¹. Les forces américaines d'opérations spéciales ont accompli avec succès une série de missions d'élimination ou de capture dont la plus remarquable fut l'assaut mené par des commandos *U.S. Navy SEAL* en mai 2011 qui se solda par la mort d'Oussama ben Laden. De

même, les États-Unis ont multiplié les attaques de drones au Moyen-Orient, en menant plus de 260 opérations employant des véhicules aériens sans pilote depuis 2009, dont la plus notoire fut l'attaque par drone qui, en septembre 2011, élimina Anouar Al-Awlaki, un religieux yéménite d'origine américaine et propagandiste anti-américain. Alors que le principal objectif de ces attaques a été de décapiter la direction d'Al-Qaïda et des Taliban en Afghanistan et au Pakistan, le champ d'action régional de ces attaques de décapitation s'élargit, comme le prouve l'attaque contre Al-Awalaki au Yémen. En fin de compte, la capacité de l'insurrection mondiale de coordonner ses attentats terroristes à grande échelle a été considérablement réduite. Cette réduction fut particulièrement mise en lumière lorsque les documents saisis dans la résidence d'Oussama ben Laden à Abbottabad, au Pakistan, révélèrent à quel point Al-Qaïda avait été affaibli après les attentats du 11 septembre. La correspondance d'Al-Qaïda récupérée lors du raid « montre ben Laden et ses lieutenants déplorant l'insuffisance des ressources financières d'Al-Qaïda et les pertes constantes infligées par les attaques de drones américains¹³² ».

Recommander cette approche comme rôle principal à base théorique des forces armées américaines dans les opérations de contre-insurrection donnera sans aucun doute lieu à controverse, dans la mesure où les institutions militaires au sens large considèrent généralement les opérations spéciales comme devant plus jouer un rôle de soutien. En outre, comme John Nagl, qui a beaucoup écrit sur la capacité d'apprentissage et d'adaptation d'une armée, le pose en principe, « il est extrêmement difficile de transformer une armée¹³³ ». Réfléchissons au fait que l'armée américaine combat des insurgés sur deux théâtres d'opérations depuis 2003 et en a tiré certains enseignements particulièrement pénibles, qu'elle a essuyé quelques revers de taille, qu'elle a élaboré et met actuellement en application une nouvelle doctrine et qu'elle a fait valider cette nouvelle doctrine via un « renforcement des effectifs » adroitement coordonné en Irak. Parmi ceux qui ont des attaches avec l'armée de Terre, nombreux sont ceux qui soutiennent qu'il est impératif d'institutionnaliser les enseignements tirés de la contre-insurrection en Irak pour faire en sorte que les erreurs commises lors de la guerre en Irak ne soient jamais répétées. Ils soutiennent aussi que l'armée de Terre doit codifier une approche pangouvernementale et améliorer sa capacité de bâtir des sociétés capables de voler de leurs propres ailes¹³⁴. En bref, les tenants de la doctrine Petraeus, qui semblent représenter une majorité écrasante, voient le conflit à venir comme le résultat d'un « choc de civilisations¹³⁵ ». Ils sont convaincus que les forces armées américaines continueront d'être engagées dans des campagnes prolongées de contre-insurrection, dans lesquelles l'emploi de la force continuera d'être « un élément moins important du répertoire du soldat¹³⁶ ».

L'histoire est toutefois pleine de prédictions erronées quant à la nature de la guerre de l'avenir. Après la Première Guerre mondiale, les forces armées britanniques envisagèrent leur rôle comme consistant principalement à maintenir l'ordre et la sécurité dans les pays de l'empire colonial. Les Britanniques furent par consé-

quent mal préparés à la *Blitzkrieg* allemande et virent une entière force expéditionnaire se faire prendre au piège à Dunkerque¹³⁷. Certains ont soutenu que les forces armées américaines, en se focalisant tellement sur les opérations de contre-insurrection, sont en train de se métamorphoser en gendarmerie « spécialisée dans l'édification d'un pays mais dépouillée d'une capacité suffisante de guerre conventionnelle¹³⁸ ».

Se faisant ainsi l'écho d'un appel lancé par Stephen Walt, les responsables militaires et civils américains devraient se rappeler de ce que les forces armées américaines savent et ne savent pas faire¹³⁹. À l'époque de la doctrine Powell, la puissance militaire américaine se montra particulièrement apte à la guerre de mouvement, comme le prouvent à la fois la guerre du Golfe de 1991 et l'assaut éclair sur Bagdad. Les forces armées « ne sont pas douées pour gouverner d'autres pays, en particulier lorsque leur culture se caractérise par des divisions ethniques profondes et peu de traditions démocratiques¹⁴⁰ ». Dans une veine comparable, les forces américaines d'opérations spéciales sont expertes dans le domaine des missions d'action directe, de reconnaissance spéciale et d'*assistance* en matière de sécurité (plutôt que d'*assurer* la sécurité), qui sont toutes cruciales dans une campagne de contre-insurrection. Ces compétences des forces d'opérations spéciales, combinées aux capacités extraordinaires qu'offrent les véhicules aériens sans pilote, peuvent contribuer dans une large mesure, et pour beaucoup moins cher, à maintenir l'insurrection mondiale en déséquilibre et désorientée. Galula fit remarquer qu'une « insurrection est généralement lente à se développer et ne représente pas un accident car, dans une insurrection, des chefs font leur apparition puis on fait bouger les masses¹⁴¹ ». Les aéronefs aériens sans pilote et les forces d'opérations spéciales ont la capacité de surveiller et de frapper ces chefs après leur apparition sur la scène et avant qu'ils aient une chance d'organiser leurs partisans et de planifier des opérations pouvant causer le genre de dégâts infligés par Al-Qaïda à l'Occident entre le milieu des années 1990 jusqu'au milieu des années 2000.

Il est temps de réexaminer la théorie de la contre-insurrection dans un contexte contemporain. Le principe de la tache d'huile et sa focalisation sur la conquête des cœurs et des esprits ne peut plus s'appliquer de la même façon que pendant la Guerre Froide. Les objectifs des États-Unis dans leur lutte contre une insurrection mondiale devraient être de désamorcer une telle guerre, pas de la mener et de la gagner. Par conséquent, le présent article soutient que les frappes de décapitation devraient constituer un important élément des efforts américains de contre-insurrection. Imaginez seulement que la mission d'action directe par un groupe de SEAL contre ben Laden s'était déroulée à la fin des années 1990, lorsque le gouvernement Clinton le prenait pour cible. Serait-il alors même nécessaire de rédiger un article tel que celui-ci?

Notes

1. LANDLER, Mark, « Iraq, a War Obama Didn't Want, Shaped His Foreign Policy », *New York Times*, 17 décembre 2011, www.nytimes.com/2011/12/18/us/politics/iraq-war-shaped-obamas-foreign-policy-white-house-memo.html?google_editors_picks=true&r=0.

2. GRAY, Jerry, « A Gulf Parade with Six Tons of Ticker Tape », *New York Times*, 6 juin 1991, www.nytimes.com/1991/06/06/nyregion/a-gulf-parade-with-six-tons-of-ticker-tape.html.erry.

3. ARANGO, Tim et SCHMIDT, Michael S., « Last Convoy of American Troops Leaves Iraq », *New York Times*, 18 décembre 2011, www.nytimes.com/2011/12/19/world/middleeast/last-convoy-of-american-troops-leaves-iraq.html?pagewanted=all&r=0.

4. OBAMA, Barack, « Remarks by the President on the Way Forward in Afghanistan », Maison Blanche, bureau de la secrétaire de la Presse, 22 juin 2011, www.whitehouse.gov/the-press-office/2011/06/22/remarks-president-way-forward-afghanistan. Voir aussi LANDLER, Mark, « Obama Signs Pact in Kabul, Turning Page in Afghan War », *New York Times*, 1 mai 2012, A1, www.nytimes.com/2012/05/02/world/asia/obama-lands-in-kabul-on-unannounced-visit.html?pagewanted=all.

5. LANDLER, Mark et COOPER, Helene, « Obama Will Speed Pullout from War in Afghanistan », *New York Times*, 22 juin 2011, www.nytimes.com/2011/06/23/world/asia/23prexy.html?pagewanted=all&r=0.

6. OBAMA, « Remarks by the President ».

7. *Id.*

8. ARANGO et SCHMIDT, « Last Convoy » ; et HEALY, Jack, ARANGO, Tim, et SCHMIDT, Michael S., « Premier's Actions in Iraq Raise U.S. Concerns », *New York Times*, 12 décembre 2011, www.nytimes.com/2011/12/13/world/middleeast/arrests-in-iraq-raise-concerns-about-maliki.html?pagewanted=all&r=0.

9. ARANGO et SCHMIDT, « Last Convoy ».

10. HEALY, Jack, « Arrest Order for Sunni Leader in Iraq Opens New Rift », *New York Times*, 19 décembre 2011, www.nytimes.com/2011/12/20/world/middleeast/iraqi-government-accuses-top-official-in-assassinations.html?pagewanted=all.

11. HEALY, Jack, « Blasts Rock Baghdad as Political Crisis in Iraq Deepens », *New York Times*, 22 décembre 2011, www.nytimes.com/2011/12/23/world/middleeast/explosions-rock-baghdad-amid-iraqi-political-crisis.html.

12. KRAMER, Andrew E., « U.S. Leaving Iraqi Comrades-in-Arms in Limbo », *New York Times*, 13 décembre 2011, www.nytimes.com/2011/12/14/world/middleeast/united-states-leaving-sunni-awakening-comrades-in-iraq-in-limbo.html?pagewanted=all.

13. SCHMIDT, Michael S. et SCHMITT, Eric, « Leaving Iraq, U.S. Fears New Surge of Qaeda Terror », *New York Times*, 5 novembre 2011, www.nytimes.com/2011/11/06/world/middleeast/leaving-iraq-us-fears-new-surge-of-qaeda-terror.html.

14. RUBIN, Alissa J., « World Bank Issues Alert on Afghanistan Economy », *New York Times*, 22 novembre 2011, www.nytimes.com/2011/11/23/world/asia/world-bank-issues-alert-on-afghanistan-economy.html.

15. WILSON, Scott, « U.S. and Iraq: A Two-Way Legacy », *Washington Post*, 14 décembre 2011.

16. « President Bush Announces Major Combat Operations in Iraq Have Ended », Maison Blanche, Bureau de la secrétaire de la Presse, 1 mai 2003, <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2003/05/20030501-15.html>.

17. « President Bush Addresses the Nation », Maison Blanche, Bureau de la secrétaire de la Presse, 19 mars 2003, <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2003/03/20030319-17.html>.

18. BUSH, George W., « Operation Iraqi Freedom Address to the Nation », Oval Office, Maison Blanche, Washington, DC, 19 mars 2003, www.americanrhetoric.com/speeches/wariniraq/gwbushiraq31903.htm.

19. BURNS, John F., « A Nation at War: Tumult, Cheers, Tears, and Looting in Capital's Streets », *New York Times*, 10 avril 2003, www.nytimes.com/2003/04/10/world/a-nation-at-war-tumult-cheers-tears-and-looting-in-capital-s-streets.html?pagewanted=all&src=pm ; FRANKS, Tommy avec MCCONNELL, Malcom, *American Soldier*, New York : Regan Books, 2004, p. 368 ; et RUMSFELD, Donald H., *Known and Unknown: A Memoir*, New York : Sentinel, 2011, p. 469.

20. RICKS, Thomas E., *Fiasco : The American Military Adventure in Iraq*, New York : Penguin Press, 2006, p. 135.

21. MILLER, Judith, « Smoking Gun Still Proves to Be Elusive for Searchers », *New York Times*, 2 avril 2003, www.nytimes.com/2003/04/02/world/nation-war-field-75th-exploitation-task-force-smoking-gun-still-proves-be.html.

22. WHITNEY, Craig R., « Tunnel Vision; Watching Iraq, Seeing Vietnam », *New York Times*, 9 novembre 2003, www.nytimes.com/2003/11/09/weekinreview/the-world-tunnel-vision-watching-iraq-seeing-vietnam.html?pagewanted=all&src=pm.

23. *The U.S. Army / Marine Corps Counterinsurgency Field Manual: U.S. Army Field Manual No. 3-24, Marine Corps Warfighting Publication No. 3-33.5*, Chicago : University of Chicago Press, 2007, p. xvi. ci-après *Counterinsurgency Field Manual*.

24. RICKS, Thomas E., *The Gamble: General David Petraeus and the American Military Adventure in Iraq, 2006–2008*, New York : Penguin Press, 2009, p. 294.

25. *Id.*

26. BACEVICH, Andrew J., « The Petraeus Doctrine », *Atlantic Monthly* 302, no. 3, October 2008 : p. 17.

27. SEWALL, Sarah, « Introduction to University of Chicago Press Edition: A Radical Field Manual », in *Counterinsurgency Field Manual*, p. xxi.

28. Département de Défense, *Quadrennial Defense Review Report*, Washington, DC : département de Défense, 6 février 2006, p. v, www.defense.gov/qdr/report/report20060203.pdf.

29. « About JRTC », Joint Readiness Training Center, consulté 5 mars 2013, www.jrtc-polk.army.mil/AboutJRTC.htm.

30. SUMMERS, Harry G. Jr., *On Strategy: The Vietnam War in Context*, Carlisle Barracks, PA : Strategic Studies Institute, US Army War College, 1981, p. vii.

31. POWELL, Colin L., « U.S. Forces: Challenges Ahead », *Foreign Affairs* 71, no. 5, hiver 1992, pp. 38–40.

32. BASSFORD, Christopher, *Clausewitz in English: The Reception of Clausewitz in Britain and America, 1815–1945*, New York : Oxford University Press, 1994, p. 3.

33. NAGL, John A., « Foreword to the University of Chicago Press Edition », in *Counterinsurgency Field Manual*, p. xix.

34. MARLOWE, Ann, *David Galula: His Life and Intellectual Content*, Carlisle, PA : Strategic Studies Institute, US Army War College, août 2010, www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pubs/download.cfm?q=1016.

35. TSE-TUNG, Mao, *On Guerrilla Warfare: Translated from the Chinese with an Introduction by Samuel B. Griffith II*, Urbana : University of Illinois Press, 2000, pp. 44–45.

36. MARLOWE, *David Galula*, p. iii, p. 26.

37. *Id.*, p. 27.

38. *Id.*, p. iii.

39. GALULA, David, *Counterinsurgency Warfare: Theory and Practice*, New York : Frederick A. Praeger, 2005, p. xiii.

40. *Id.*, p. xii.

41. *Id.*, pp. 4, 10, 3, xiii.

42. *Id.*, p. xiii.

43. *Id.*, p. 7.

44. *Id.*, p. 8.

45. *Id.*, p. 11.

46. TSE-TUNG, Mao, « On Protracted War », in *Selected Military Writings of Mao Tse-Tung*, Peking : People's Republic of China Foreign Language Press, 1972, pp. 210–12.
47. GALULA, *Counterinsurgency Warfare*, p. 44.
48. *Id.*, pp. 44-58.
49. *Id.*, pp. 58-59.
50. *Id.*, p. 76.
51. *Id.*, p. 75.
52. *Id.*, p. 78.
53. *Id.*, p. 79.
54. *Id.*
55. *Id.*, p. 32.
56. BYMAN, Daniel, *Understanding Proto-Insurgencies*, RAND Counterinsurgency Study, Occasional Paper 3, Santa Monica, CA : RAND National Defense Research Institute, 2007, www.rand.org/content/dam/rand/pubs/occasional_papers/2007/RAND_OP178.pdf.
57. KREPINEVICH, Andrew F. Jr., *The Army and Vietnam*, Baltimore : Johns Hopkins University Press, 1986, p. 15.
58. *Id.*
59. GALULA, *Counterinsurgency Warfare*, p. 80.
60. *Counterinsurgency Field Manual*, pp. 34–35.
61. *Id.*, p. 35, p. 179.
62. *Id.*, p. 98.
63. *Id.*, p. 23, p. 263.
64. GALULA, *Counterinsurgency Warfare*, p. 32.
65. *Counterinsurgency Field Manual*, p. 23.
66. GALULA, *Counterinsurgency Warfare*, p. 77.
67. *Counterinsurgency Field Manual*, p. 2.
68. GALULA, *Counterinsurgency Warfare*, p. 79.
69. GORDON, Michael R., « Troop 'Surge' in Iraq Took Place amid Doubt and Intense Debate », *New York Times*, 31 août 2008, <http://query.nytimes.com/gst/fullpage.html?res=9C0CE4DD103BF932A0575BC0A96E9C8B63>.
70. « President Bush Addresses Nation on Iraq War », *Washington Post*, 10 janvier 2007, www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2007/01/10/AR2007011002208.html.
71. *Id.*
72. *Id.*
73. *Id.*
74. RICKS, *Gamble*, p. 9.
75. GOMPERT, David C. et GORDON, John IV, *War by Other Means: Building Complete and Balanced Capabilities for Counterinsurgency*, RAND Counterinsurgency Study—Final Report, Santa Monica, CA : National Defense Research Institute, 2008, p. xviii, www.rand.org/content/dam/rand/pubs/monographs/2008/RAND_MG595.2.pdf.
76. KILCULLEN, David, *The Accidental Guerrilla: Fighting Small Wars in the Midst of a Big One*, New York : Oxford University Press, 2009, p. 5.
77. *Id.*, p. xxvii.
78. *Id.*, p. xiv.
79. GALULA, *Counterinsurgency Warfare*, p. 32 ; et *Counterinsurgency Field Manual*, p. 23.
80. DAGHER, Sam, « A 'Surge' Unit Sees Change, but Questions Its Permanence », *Christian Science Monitor* 100, no. 54, 3 juillet 2008, www.csmonitor.com/world/middle-east/2008/0703/p01s04-wome.html.
81. SCHMIDT, Michael S., « Attacks on Shiites in Iraq Kill at Least 60 », *New York Times*, 5 janvier 2012.

82. BARNO, David W., Lt Gen USA en retraite ; BENSACHEL, Nora ; et SHARP, Travis, *Hard Choices: Responsible Defense in an Age of Austerity*, Responsible Defense Series, Washington, DC : Center for a New American Security, octobre 2011, p. 5, www.cnas.org/files/documents/publications/CNAS_HardChoices_BarnoBensahelSharp_0.pdf.
83. BRANDIMARTE, Walter et BASES, Daniel, « United States Loses Prized AAA Credit Rating from S&P », *Reuters*, 6 août 2011, www.reuters.com/article/2011/08/06/us-usa-debt-downgrade-idUSTRE7746VF20110806.
84. STIGLITZ, Joseph E. et BILMES, Linda J., *The Three Trillion Dollar War: The True Cost of the Iraq Conflict*, New York : W. W. Norton, 2008, p. x ; et WALT, Stephen M., « The End of the American Era », *National Interest*, no. 116, novembre/décembre 2011, p. 10.
85. JOHNSON, Toni, « In Iowa Polls, Eyeing Economic Signals », *Council on Foreign Relations*, 3 janvier 2012, www.cfr.org/us-election-2012/iowa-polls-eyeing-economic-signals/p26945.
86. WALT, « End of the American Era », p. 12.
87. DREW, Christopher, « House Votes to End Alternate Jet Engine Program », *New York Times*, 16 février 2011, www.nytimes.com/2011/02/17/us/politics/17-f-35-engine.html.
88. SHANKER, Thom T. et BUMILLER, Elisabeth, « Weighing Pentagon Cuts, Panetta Faces Deep Pressures », *New York Times*, 6 décembre 2011, www.nytimes.com/2011/11/07/world/panetta-weighs-military-cuts-once-thought-out-of-bounds.html?pagewanted=all&_r=0.
89. *Id.*
90. BUMILLER, Elisabeth et SHANKER, Thom, « A Strategy for a Leaner Military, with Obama Taking the Lead », *New York Times*, 6 janvier 2012.
91. BAKER, Peter, « Panetta's Pentagon, without the Blank Check », *New York Times*, 23 octobre 2011, www.nytimes.com/2011/10/24/us/at-pentagon-leon-panetta-charts-change-of-course.html?pagewanted=all.
92. FRIEDMAN, Benjamin, « How Cutting Pentagon Spending Will Fix U.S. Defense Strategy », *Foreign Affairs*, 2 novembre 2011, www.foreignaffairs.com/articles/136637/benjamin-friedman/how-cutting-pentagon-spending-will-fix-us-defense-strategy.
93. PARENT, Joseph M. et MACDONALD, Paul K., « The Wisdom of Rentrenchment: America Must Cut Back to Move Forward », *Foreign Affairs* 90, no. 6, novembre/décembre, 2011, p. 32, p. 42. Voir aussi WALT, « End of the American Era », p. 12.
94. WALT, « End of the American Era », p. 13.
95. GALULA, *Counterinsurgency Warfare*, p. 74.
96. SUMMERS, Harry G. Jr., *On Strategy: A Critical Analysis of the Vietnam War*, Novato, CA : Presidio Press, 1982, p. 19.
97. LOMBARDI, Vince Jr., *What It Takes to Be #1: Vince Lombardi on Leadership*, New York : McGraw-Hill, 2001, p. 45.
98. « President Bush Addresses the Nation ».
99. MANDEL, Robert, *The Meaning of Military Victory*, Boulder, CO : Lynne Rienner Publishers, 2006, p. 1.
100. *Id.*
101. WEIGLEY, Russell F., *The American Way of War: A History of United States Military Strategy and Policy*, Wars of the United States Series, New York : Macmillan, 1973, p. xxii.
102. SCHELLING, Thomas C., *Arms and Influence*, New Haven, CT : Yale University Press, 1966, p. 30.
103. BROKAW, Tom, *The Greatest Generation*, New York : Random House, 1998.
104. MANDEL, *Meaning of Military Victory*, p. 3.
105. *Id.*, p. 2.
106. GALULA, *Counterinsurgency Warfare*, p. 80.
107. MEROM, Gil, *How Democracies Lose Small Wars: State, Society and the Failures of France in Algeria, Israel in Lebanon, and the United States in Vietnam*, New York : Cambridge University Press, 2003, p. 15, p. 231.

108. WALT, « End of the American Era », p. 11.

109. ARNOLD, James R., *Jungle of Snakes: A Century of Counterinsurgency Warfare from the Philippines to Iraq*, New York : Bloomsbury Press, 2009 ; KILCULLEN, *Accidental Guerrilla* ; MACKINLAY, John et AL-BADDAWY, Alison, *Rethinking Counterinsurgency*, RAND Counterinsurgency Study, vol. 5, Santa Monica, CA : RAND National Defense Research Institute, 2008, www.rand.org/content/dam/rand/pubs/monographs/2008/RAND_MG595.5.pdf ; O'NEILL, Bard E., *Insurgency & Terrorism: From Revolution to Apocalypse*, Washington, DC : Potomac Books, 2005 ; PACKER, George, *The Assassins' Gate: America in Iraq*, New York : Farrar, Straus and Giroux, 2005 ; SCHEUER, Michael, *Imperial Hubris: Why the West Is Losing the War on Terror*, Washington, DC : Brassey's, 2004 ; et SLOAN, Stephen et GORKA, Sebastian L. V., « Contextualizing Counterinsurgency », *Journal of International Security Affairs*, no. 16, printemps 2009, www.securityaffairs.org/issues/2009/16/sloan&gorka.php.

110. JOES, Anthony James, *Resisting Rebellion: The History and Politics of Counterinsurgency*, Lexington : University Press of Kentucky, 2004, p. 1.

111. GOMPERT et GORDON, *War by Other Means*, p. xxxi.

112. SCHEUER, *Imperial Hubris*, p. x ; et GERGES, Fawaz A., *The Far Enemy: Why Jihad Went Global*, Cambridge, UK : Cambridge University Press, 2005, p. 14.

113. TSE-TUNG, Mao, « On Protracted War », p. 260.

114. ARQUILLA, John, RONFELDT, David, et ZANINI, Michele, « Networks, Netwar, and Information-Age Terrorism », in LESSER, Ian O. et al., *Countering the New Terrorism*, Santa Monica, CA : Rand Corporation, 1999, p. 39, www.rand.org/content/dam/rand/pubs/monograph_reports/2009/MR989.pdf.

115. TABER, Robert, *War of the Flea: The Classic Study of Guerrilla Warfare*, Washington, DC : Brassey's, 2002, p. 19.

116. AL-MUQRIN, Abd Al-'Aziz, *Al-Qa'ida's Doctrine for Insurgency: A Practical Course for Guerrilla War*, trad. CIGAR, Norman, Washington, DC : Potomac Books, 2009, p. 97 ; et BIN-LADEN, Osama, *Messages to the World: The Statements of Osama Bin Laden*, ed. LAWRENCE, Bruce, trad. HOWARTH, James, London, UK : Verso, 2005, pp. 111-12.

117. KILCULLEN, *Accidental Guerrilla*; et GURR, Ted Robert, *Why Men Rebel*, Boulder, CO : Paradigm Publishers, 2010.

118. GURR, *Why Men Rebel*, pp. 37-46.

119. STERN, Jessica, *Terror in the Name of God: Why Religious Militants Kill*, New York : Ecco, 2003, p. 6.

120. LEIKEN, Robert S., « Europe's Angry Muslims », *Foreign Affairs* 84, no. 4, juillet/août 2005 : p. 122, p. 125, p. 127.

121. RIEDEL, Bruce, *The Search for Al Qaeda: Its Leadership, Ideology, and Future*, Washington, DC : Brookings Institution Press, 2010, pp. 121-22.

122. WALT, « End of the American Era », p. 10.

123. KEOHANE, Robert O. et NYE, Joseph S., *Power and Interdependence*, 3rd ed., New York : Longman, 2001, pp. 9-10.

124. NYE, Joseph S. Jr., *The Future of Power*, New York : PublicAffairs, 2011, p. xiii.

125. WILSON, William Scott, *The Lone Samurai: The Life of Miyamoto Mushashi*, Tokyo : Kodansha International, 2004, p. 7.

126. MUSASHI, Miyamoto, *A Book of Five Rings*, trad. HARRIS, Victor, Woodstock, NY : Overlook Press, 1974, p. 77.

127. *Id.*, p. 79.

128. SMITSON, Scott A., LTC, « A Structural Contingency Theory Analysis of the 'Whole of Government' Approach to the Mau Mau Rebellion », document présenté à la réunion du *Midwest Political Science Association Conference*, Chicago, 13-14 avril 2012.

129. Department de Défense, *Quadrennial Roles and Missions Review Report*, Washington, DC : department de Défense, janvier 2009, www.defense.gov/news/Jan2009/QRMFfinalReport_v26Jan.pdf. Voir aussi PINCUS, Walter, « Pentagon Recommends 'Whole-of-Government' National Security Plans », *Washington Post*, 2 février 2009, www.washingtonpost.com/wpdyn/content/article/2009/02/01/AR2009020101964.html.

130. MANEA, Octavian, « Counterinsurgency as a Whole of Government Approach », *Small Wars Journal*, 24 janvier 2011, <http://smallwarsjournal.com/blog/journal/docs-temp/657-manea.pdf>.
131. GALULA, *Counterinsurgency Warfare*, p. 73.
132. MCCANTS, William, « Al Qaeda's Challenge: The Jihadists' War with Islamist Democrats », *Foreign Affairs* 90, no. 5, septembre/octobre 2011. p. 30.
133. NAGL, John A., *Learning to Eat Soup with a Knife: Counterinsurgency Lessons from Malaya and Vietnam*, 2e ed., Chicago : University of Chicago Press, 2005, p. xii.
134. BACEVICH, « Petraeus Doctrine », p. 18.
135. HUNTINGTON, Samuel P., *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*, New York : Simon and Schuster, 1996.
136. BACEVICH, « Petraeus Doctrine », p. 20.
137. GENTILE, Gian P., « Think Again: Counterinsurgency », *Foreign Policy*, 13 janvier 2009, www.foreignpolicy.com/articles/2009/01/12/think_again_counterinsurgency ; et POTTER, E. B., ed., *Sea Power: A Naval History*, Englewood Cliffs, NJ : Prentice-Hall, 1960, pp. 503-4.
138. BACEVICH, « Petraeus Doctrine », p. 20.
139. WALT, « End of the American Era », p. 13.
140. *Id.*
141. GALULA, *Counterinsurgency Warfare*, p. 5.

Visitez notre site web

http://www.au.af.mil/au/afri/aspj/apjinternational/aspj_f/Index_F.asp